



# Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

5<sup>e</sup> séance plénière

Mardi 23 septembre 2008, à 9 heures  
New York

*Président* : M. d'Escoto Brockmann ..... (Nicaragua)

*La séance est ouverte à 9 h 10.*

## Point 100 de l'ordre du jour

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/63/1)

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Conformément à la décision prise à sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 19 septembre 2008, l'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel (A/63/1) sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 100 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Bienvenue à tous les participants à l'ouverture du débat général de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Il est d'usage qu'à cette occasion, le Secrétaire général fasse le point de la situation dans le monde et présente sa vision des choses pour l'année à venir.

Nous sommes tous bien conscients des périls de l'époque que nous vivons. Le système financier international est en crise. Le secteur de l'énergie de même. Et le secteur alimentaire également. Les négociations commerciales ont échoué, une fois de plus. De nouvelles guerres ont éclaté, de nouveaux foyers de violence sont apparus, et la logique de l'affrontement a gagné du terrain. Les changements climatiques font peser sur notre planète une menace de plus en plus apparente. Nous disons souvent que les

problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Et pourtant, aujourd'hui, nous sommes face à une crise d'un type nouveau. Comme les autres, elle fait fi des frontières. Elle touche toutes les nations. Et elle complique tous les autres problèmes. C'est une crise dans la direction des affaires mondiales.

Nous sommes à la veille d'une profonde transition. Notre monde a changé, plus peut-être que nous ne le pensons. De nouveaux pôles de pouvoir et de direction sont apparus en Asie, en Amérique latine et dans les nouveaux pays développés. Les problèmes sont aujourd'hui plus complexes. Dans ce monde nouveau, les difficultés que nous rencontrons concernent la collaboration plutôt que l'affrontement.

Les nations ne peuvent plus protéger leurs intérêts, ni améliorer la vie de la population, sans être partenaires de toutes les autres.

Et pourtant, je suis inquiet. Le risque existe que cette nouvelle réalité soit perdue de vue. Je crains que les nations ne se replient sur elles-mêmes plutôt que de se tourner ensemble vers leur avenir commun. Je crains un recul par rapport aux progrès que nous avons accomplis, en particulier en ce qui concerne le développement et le partage plus équitable des fruits de la croissance mondiale. Un tel repli, un tel recul seraient tragiques. Car une chose est sûre aujourd'hui. Nous devons faire plus, pas moins. Nous devons faire plus pour aider les hommes et les femmes du monde entier à essayer à la tempête qui se prépare. Certes, la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



croissance mondiale a tiré des milliards de gens de la pauvreté. Mais ceux qui font partie des pauvres de ce monde n'ont jamais autant souffert de la pauvreté. Certes, le droit et la justice internationaux n'ont jamais été aussi largement embrassés qu'en ce soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Mais ceux qui vivent dans des pays où les droits de l'homme sont foulés aux pieds n'ont jamais été aussi vulnérables. Certes, la plupart d'entre nous vivent en paix et en sécurité. Mais la violence ne fait que s'aggraver dans de nombreuses nations qui ne peuvent pas se le permettre : l'Afghanistan, la Somalie, la République démocratique du Congo, l'Iraq, le Soudan, et j'en passe. Ce n'est pas acceptable. Et ce n'est pas juste. Nous pouvons faire quelque chose. Si nous prenons vraiment en main les affaires mondiales, nous y arriverons.

*(l'orateur poursuit en français)*

Je voudrais vous parler des trois piliers du développement : les droits de l'homme, la paix, et la sécurité. Je le dis sans détour : dans le domaine du développement, la situation est grave. Au cours de l'année écoulée, nous avons suivi avec la plus grande inquiétude la montée en flèche des prix du carburant, des denrées alimentaires et des produits de base. Les pays riches craignent une récession, tandis que les plus pauvres n'ont plus de quoi manger. C'est pourquoi, dans deux jours, nous tiendrons une manifestation de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devons faire œuvre de sensibilisation partout dans le monde et mobiliser une action mondiale particulièrement axée sur l'Afrique. Comme vous le savez, les progrès sont inégaux. Toutes les promesses n'ont pas été tenues. Mais nous avons suffisamment avancé pour savoir que la réalisation des objectifs du Millénaire est à notre portée.

À cette manifestation de haut niveau, je réunirai une nouvelle coalition composée des gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de grands patrons du secteur privé, de groupes confessionnels et de philanthropes.

Nous savons que c'est une formule efficace. Elle a déjà fonctionné pour le paludisme, fléau qui tue un enfant toutes les 30 secondes. L'an dernier, j'ai constitué un partenariat public-privé d'un type nouveau, qui travaille sur la base d'une stratégie scientifique, mobilise des fonds et est géré de façon centralisée à l'échelle mondiale. Jeudi, j'annoncerai les

résultats de nouvelles recherches qui montrent que ce partenariat est un succès retentissant. Le moment approche où nous pourrions déclarer que le paludisme, un des derniers grands fléaux qui pèsent sur l'humanité, a été éliminé.

Et, à présent, nous allons appliquer ce nouveau modèle de partenariat mondial aux autres objectifs du Millénaire. Je vous demanderai d'être ambitieux et concrets. Je vous demanderai d'indiquer ce que vous comptez faire, et comment, pour nous aider à l'emporter en 2015. Et je propose que nous tenions en 2010 une réunion au sommet sur les OMD, afin de faire le point de la suite donnée à ces nouveaux engagements. Nous devons reprendre les choses en main, dès aujourd'hui. Nous devons répondre à l'appel, où que nous soyons. Nous le devons aux pauvres de la Terre.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

L'ONU est le champion des plus vulnérables. Quand une catastrophe frappe, nous intervenons. Nous l'avons fait cette année à Haïti et dans d'autres pays des Caraïbes touchés par des ouragans. Nous l'avons fait au Myanmar après le cyclone Nargis. Dans ce pays, il faut à présent insister pour que les choses évoluent dans le domaine politique, notamment demander des avancées crédibles sur les plans des droits de l'homme et de la démocratie. Nous l'avons fait en Asie du Sud-Est, après de graves inondations, et dans la corne de l'Afrique, où la sécheresse sévit et où 17 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence.

Depuis que j'ai pris mes fonctions, je demande une action plus ferme en Somalie. Devons-nous attendre et voir encore des enfants mourir dans le sable? À l'ONU, nous sommes des chefs de file. Nous sommes moralement obligés d'adopter la conduite que nous dictent la compassion et la solidarité humaine.

La crise alimentaire mondiale ne s'est pas réglée d'elle-même. Peut-être en parle-t-on moins dans la presse. Mais prenez note de ce fait : l'an dernier, à la même époque, le riz coûtait 330 dollars la tonne. Aujourd'hui, il coûte 730 dollars. En un an, le prix de l'aliment de base qui nourrit la moitié de la planète a plus que doublé. Des gens qui achetaient le riz par sac l'achètent aujourd'hui par poignée. Des gens qui faisaient deux repas par jour doivent se contenter d'un seul. L'ONU a pris la tête de l'action mondiale. L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, mise sur pied par l'Organisation, a proposé des solutions. Nous nous

sommes employés à ce que les petits exploitants agricoles puissent se procurer des semences et de l'engrais. Nous voulons lancer une nouvelle « révolution verte » en Afrique. Mais en réalité, nous n'avons pas les ressources supplémentaires qu'il nous faudrait. Les actes de la communauté internationale n'ont pas été à la mesure de ses paroles.

*(l'orateur reprend en français)*

Nous savons que la paix et la sécurité sont assaillies de toutes parts. Dans des pays comme le Burundi et la Sierra Leone, le Libéria et le Timor-Leste, les membres des opérations de maintien de la paix, qui sont plus de 100 000, aident les habitants à surmonter les conflits et à rétablir la paix. Il ne faut pas sous-estimer ce que l'ONU peut accomplir grâce à ses bons offices, surtout en matière de diplomatie préventive. Les résultats sont visibles au Népal et au Kenya, ainsi que, je l'espère, au Zimbabwe. À Chypre, île divisée depuis si longtemps, les chances de réunification sont réelles. En Géorgie, l'ONU peut aider à désamorcer les tensions liées au récent conflit. En Côte d'Ivoire, nous aiderons à organiser, avant la fin de l'année, des élections représentant un pas immense vers le relèvement et la démocratie.

Au Darfour, les délais de déploiement demeurent difficiles à respecter. Le matériel et le personnel indispensables ne sont pas encore en place. Je manquerais à mes obligations si je ne soulignais pas à quel point il est dangereux de faire comme si l'ONU pouvait régler tous les problèmes complexes de notre temps sans bénéficier de l'entier soutien des États Membres. Sans les ressources nécessaires, les mandats sont vides de sens.

*(l'orateur reprend en anglais)*

La crise financière mondiale compromet l'ensemble de notre action : le financement du développement, les dépenses sociales de tous les pays, riches ou pauvres, les objectifs du Millénaire pour le développement. Le moment de lancer un appel à l'action collective, à la prise en main des affaires mondiales, est indéniablement venu.

D'ici à la fin de l'année, à la Conférence d'examen de Doha, nous aurons l'occasion de nous occuper des grandes questions de la coopération économique internationale et du développement. J'engage tous les États Membres à participer à cette conférence, au niveau le plus élevé.

Nous devons ramener l'ordre sur les marchés financiers internationaux. Nous devons parvenir à une nouvelle conception de la déontologie des affaires et de la gouvernance, qui repose davantage sur la compassion et moins sur une foi aveugle dans les « pouvoirs magiques » des marchés. Et nous devons réfléchir à la manière dont le système économique mondial devrait évoluer pour mieux correspondre aux nouvelles réalités de notre temps.

*(l'orateur reprend en français)*

D'autres problèmes appellent une prise en main déterminée à l'échelle mondiale. Je pense notamment à la lutte contre le paludisme et le sida, et à la réduction de la mortalité maternelle et infantile. Je pense au terrorisme, ainsi qu'au désarmement et à la non-prolifération, qui n'ont rien perdu de leur importance.

Je note les progrès des pourparlers à six sur la Péninsule coréenne et demande instamment que les accords soient appliqués.

Je demande une nouvelle fois à l'Iran de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et de coopérer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Je pense, surtout, aux droits de l'homme. Nous devons absolument donner vie au principe selon lequel la justice est un pilier de la paix, de la sécurité et du développement. Nous devons donner effet à la responsabilité de protéger.

Nous comprenons que dans ces domaines, tout n'est pas noir ou blanc. Nous admettons que la politique peut être très complexe et nécessite d'incessants compromis. Mais les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis. Nous avons les moyens de combattre l'impunité. Et donc nous le devons.

Enfin, je pense au problème fondamental de notre temps : les changements climatiques. En décembre dernier, à Bali, les dirigeants des pays du monde se sont mis d'accord sur une feuille de route pour la période allant jusqu'à 2012, date à laquelle le Protocole de Kyoto cessera de nous guider. Nous devons reprendre notre élan. Le premier test se présentera dans trois mois, à Poznan (Pologne). D'ici là, nous devons parvenir à nous faire une idée commune de la forme que pourrait prendre un accord mondial sur les changements climatiques. Il ne reste que 14 mois avant Copenhague. J'exhorte les Gouvernements polonais et danois, ainsi que tous les

États Membres de l'ONU, à déployer toute leur puissance d'entraînement, à l'échelle mondiale, pour faire avancer cette question littéralement existentielle.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Pour terminer, permettez-moi de revenir brièvement au thème de mon discours de l'an dernier : une ONU plus forte pour un monde meilleur.

Le fondement de toute notre action est la responsabilité. Le Secrétariat de l'ONU est responsable devant vous, les États Membres. C'est pourquoi j'insiste tellement pour que l'Organisation soit réformée. Nous devons transformer la culture onusienne. Nous devons devenir plus rapides, plus souples, plus efficaces. Plus modernes.

Dans les semaines qui viennent, je demanderai aux États Membres d'appuyer mes propositions concernant un nouveau dispositif de gestion des ressources humaines. Nous devons remplacer l'actuel régime des engagements et modifier les conditions d'emploi. Ceux qui existent actuellement sont défaillants et démoralisants. Ils découragent la mobilité entre les départements du Secrétariat et les missions.

Ils favorisent la stagnation plutôt que la créativité. Ils dévalorisent le bien le plus précieux de l'Organisation, ce corps de fonctionnaires internationaux dévoués sur qui repose toute son activité.

Chaque fois que je me déplace, je fais tout pour aller à la rencontre de ces hommes et de ces femmes courageux et déterminés. Ils travaillent dans les conditions les plus difficiles, des conditions qui souvent exigent d'eux de grands sacrifices personnels. Je ne dirai jamais assez l'admiration qu'ils m'inspirent.

Le moment est venu d'investir davantage dans notre personnel. C'est pourquoi je prône la mobilité et la formation, propres à ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles aux fonctionnaires tout en donnant une souplesse et un dynamisme nouveaux à l'Organisation.

Enfin, n'oublions pas non plus ceci : vous, États Membres, êtes également responsables les uns devant les autres, et devant l'Organisation. Vous ne pouvez continuer à adopter des résolutions portant création d'opérations de paix ambitieuses sans mettre à notre disposition les troupes, les fonds et le matériel nécessaires. Nous ne pouvons envoyer dans le monde nos courageux fonctionnaires (dont 25 ont perdu la vie

cette année) sans tout faire pour assurer leur sécurité. Nous ne pouvons réformer cette Organisation essentielle sans ressources.

Il faut du courage et de la détermination pour honorer les engagements pris malgré les contraintes budgétaires et l'opposition politique. Il faut du courage et de la détermination pour engager des soldats dans un combat pour la paix qui se déroule au loin. Il faut du courage et de la détermination pour défendre la justice; pour engager la lutte contre les changements climatiques quand des voix puissantes s'y opposent; pour s'élever contre le protectionnisme et faire des concessions commerciales, même dans son propre intérêt bien compris.

Et pourtant, c'est pour ça que nous sommes ici. Nous avons une belle occasion à saisir. Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes. Les incertitudes d'aujourd'hui se dissiperont. Les problèmes que nous rencontrons, nous les avons créés nous-mêmes. Nous pouvons donc les régler, ensemble. En nous montrant réfléchis et responsables, nous préparerons une nouvelle ère de prospérité mondiale plus largement et plus équitablement partagée.

Je compte sur votre courage et votre détermination.

**Le Président** *(parle en espagnol)* : Je remercie le Secrétaire général de sa communication.

## **Point 8 de l'ordre du jour**

### **Débat général**

**Le Président** *(parle en espagnol)* : C'est un grand honneur pour moi de m'adresser à vous à l'occasion de l'ouverture du débat général de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

Ces temps-ci, la conjoncture internationale est loin d'être satisfaisante. De fait, le monde est aux prises avec des difficultés plus graves encore que celles qui prévalaient il y a 63 ans lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée. Nous sommes en effet confrontés à un ensemble de crises à grande échelle qui sont liées entre elles.

Mais les crises ne se transforment pas inmanquablement en tragédies. Nous vivons à une époque où nous avons l'immense chance de pouvoir prendre des mesures correctives afin d'améliorer la manière dont nous faisons les choses et dont nous interagissons les uns avec les autres, ainsi qu'avec la Terre Mère et avec la nature en général.

Pour saisir les possibilités qu'offrent aujourd'hui ces crises, nous devons arrêter de nous lamenter et de faire des discours proclamant nos bonnes intentions. Nous devons passer concrètement à l'action en nous appuyant pour cela sur une volonté ferme de remplacer l'individualisme et l'égoïsme de la culture dominante par la solidarité entre les hommes, qui doit devenir une norme inviolable de conduite.

Notre Organisation a accompli bien des nobles choses, qui, si l'ONU n'avait pas existé, n'auraient certainement pas pu être accomplies. Mais si nous évaluons les progrès réalisés par l'Organisation pour atteindre ses objectifs premiers, ceux pour lesquelles elle a été créée, nous devons reconnaître que pour ce qui est d'éliminer la guerre, de parvenir au désarmement et de garantir la sécurité internationale, nous avons échoué.

En signant la Charte des Nations Unies, nous nous sommes tous engagés à respecter certains principes; et si les États Membres les avaient effectivement respectés, le monde aujourd'hui serait en bien meilleure posture pour relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le monde – notre monde – est malade, une maladie que Tolstoï a qualifiée, il y a plus de 100 ans, d'égoïsme démentiel. D'aucuns disent que la situation est irréversible et qu'il n'y a plus rien à faire. Je pense qu'il s'agit là d'un défaitisme dangereux qui ne fera que nous paralyser et nous enfoncer plus encore et jusqu'à la mort dans le borbier de l'égoïsme démentiel et suicidaire où nous nous trouvons.

Plus de la moitié des habitants de la planète languissent dans la faim et la pauvreté alors que des sommes de plus en plus importantes sont dépensées en armes, guerres, produits de luxe et autres choses totalement superflues et inutiles. Nous devons résister à la tentation de nous cacher la tête dans le sable et de nier la réalité. Ayons le courage de reconnaître les énormes inégalités qui existent dans le monde et dans la plupart de nos pays, y compris les nations les plus développées. Ces inégalités sont des bombes à retardement qui ne disparaîtront pas tout simplement parce que nous faisons comme si elles n'existaient pas.

Outre le problème de la faim, de la pauvreté et du prix élevé des denrées alimentaires, il existe de nombreux autres problèmes dont personne n'ose remettre en question le fait qu'ils sont d'origine humaine. Il s'agit des changements climatiques, des efforts visant à privatiser l'eau et à la dilapider comme

si elle était inépuisable, de la course aux armements, du terrorisme, de la traite des êtres humains, de la situation de la Palestine, de l'assistance humanitaire, de l'inégalité entre les sexes, de la situation des enfants dans des situations particulièrement difficiles de conflit armé ou de catastrophe humanitaire.

Ce sont là les problèmes les plus pressants auxquels notre monde est confronté. Ils sont tous dus à l'homme et ils ont tous comme l'une de leurs causes principales l'absence de démocratie à l'ONU. Quelques rares États, poussés par une logique égoïste, prennent des décisions dont les pauvres du monde paient les conséquences.

Les décisions qui sont les plus lourdes de conséquences pour l'ensemble des Membres de l'Organisation ne passent pas par l'Assemblée générale et, de toute manière, les résolutions de l'Assemblée générale – c'est-à-dire des représentants de « nous, peuples » au nom desquels notre Organisation a été fondée – ne sont que de simples recommandations que l'on ignore avec désinvolture, alors qu'elles reflètent le souhait de non moins de 95 % des Membres.

La crise financière actuelle, qui est venue s'ajouter au prix élevé des aliments et aux catastrophes humanitaires provoquées par des phénomènes naturels récurrents, aura des conséquences très graves qui rendront difficile d'effectuer des progrès notables – si progrès il y a – dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, lesquels sont eux-mêmes insuffisants. Ce sont toujours les pauvres qui pâtissent de la cupidité effrénée et de l'irresponsabilité des puissants.

Le monde est parvenu à un stade où nous n'avons plus de choix : ou bien nous nous aimons les uns les autres, ou bien nous périssons tous; ou bien nous nous traitons comme des frères et des sœurs, ou bien nous assisterons au début de la fin de l'espèce humaine. Mais si nous choisissons de nous engager dans la logique de la solidarité, en reconnaissant que nous sommes tous frères et sœurs, nous ouvrirons de nouveaux horizons de vie et d'espoir pour toute l'humanité.

C'est ce que le monde entier, et en particulier les déshérités de la planète, attendent de cette auguste réunion où se sont donné rendez-vous une centaine de chefs d'État et de gouvernement. Ils veulent entendre que le monde entier s'engage à défendre l'ONU, étant entendu que cela implique le respect et la défense des principes sur lesquels repose notre Organisation.

Le premier de ces principes est celui de l'égalité souveraine de tous les États Membres; le deuxième est l'obligation de tous les Membres de remplir les engagements pris au titre de la Charte. Le non-respect de ces principes, outre qu'il constituerait une violation grave des engagements internationaux, porterait atteinte à l'Organisation des Nations Unies et à l'efficacité de son combat en faveur de la paix.

L'ONU a officiellement désigné l'année 2009 comme l'« Année internationale de la réconciliation ». Nous devons donc nous engager dans cette dynamique. Nous devons sortir réconciliés de ce débat général et déterminés à ne plus nous traiter les uns les autres avec arrogance et à ne plus nous attaquer mutuellement. Nous devons pardonner à ceux qui peut-être nous ont causé de grandes douleurs et de grandes souffrances, mais qui désormais sont prêts à ne plus nous attaquer.

Pardonner n'est jamais un signe de faiblesse. Bien au contraire, il faut une très grande force spirituelle pour pardonner et ne pas laisser les souvenirs d'outrages passés faire obstacle à la réalisation des niveaux d'unité et de solidarité nécessaires à l'édification d'un monde nouveau – conscients que nous sommes qu'un autre monde est possible.

J'aurai dans un instant le grand honneur et privilège d'inviter chacun des représentants des États Membres de notre Organisation à présenter sa vision de la façon dont nous devons relever les grands défis de l'heure et dont nous allons réaliser l'unité nécessaire pour y parvenir avec efficacité.

Le premier représentant auquel j'ai la fierté et le plaisir de donner la parole est un ami très cher et de très longue date, le Président Lula du Brésil, le plus grand pays de ce qui constitue ma patrie au sens large du terme, c'est-à-dire l'Amérique latine et les Caraïbes. Immédiatement après, j'aurai l'immense honneur d'appeler notre cher frère le Président Bush et de lui serrer la main. Ce qu'il a à nous dire est d'une grande importance pour le monde. Après cela, j'appellerai notre cher frère le Président Sarkozy, de la France, qui assure également la présidence de l'Union européenne en ce moment. Ensuite nous entendrons les Présidents des Philippines, du Gabon, du Bahreïn, du Libéria, de la Turquie, de l'Argentine, de Madagascar et de la Serbie, ainsi que le Président de la République-Unie de Tanzanie, qui assure également la Présidence de l'Union africaine en ce moment.

Je suis sûr que l'esprit de notre grand frère et ami, le serviteur de Dieu Julius Nyerere, sera parmi nous, afin de nous aider à atteindre les nobles objectifs de ce débat général.

Ces remarques liminaires viennent du cœur et doivent être perçues comme une accolade fraternelle pour tous les membres sans exception, pour reprendre une phrase de l'apôtre Paul qui a toujours été une de mes paroles favorites, *in caritate non ficta*, « avec un amour sincère ».

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je voudrais rappeler aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie sur la base acceptée par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin de permettre à tous les orateurs de s'exprimer à chaque séance. Je demande toutefois aux orateurs de prononcer leur déclaration à une vitesse normale de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les six langues officielles des Nations Unies.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale lors de précédentes sessions, à savoir qu'il est vivement déconseillé d'adresser des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après le prononcé d'une déclaration. À cet égard, j'aimerais inviter les orateurs, une fois leur discours prononcé, à sortir de la salle de l'Assemblée générale par la salle GA-200, qui est située derrière le podium, avant de rejoindre leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-troisième session?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*): Enfin, j'appelle l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, les photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque de l'ONU.

**Allocution de M. Luiz Inácio Lula da Silva,  
Président de la République fédérative du Brésil**

**Le Président** (*parle en espagnol*): L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

*M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Da Silva** (*parle en portugais, texte anglais fourni par la délégation*) : J'ai l'immense plaisir de vous saluer, mon cher ami M. Miguel d'Escoto Brockmann, Président de l'Assemblée générale. Je vous souhaite de remplir votre mission avec succès.

La session en cours de l'Assemblée générale se tient à un moment particulièrement grave. Une crise économique et financière que l'on avait annoncée à plusieurs reprises est maintenant la dure réalité d'aujourd'hui. À cause de l'irresponsabilité des spéculateurs, des peuples entiers sont saisis d'angoisse au lendemain des désastres financiers successifs qui menacent l'économie mondiale. Des interventions indispensables des autorités publiques ont eu lieu, en dépit de la réprobation des fanatiques du marché, et ont ainsi montré que l'heure était aux décisions politiques. Seule une action décisive de la part des gouvernements – notamment des pays qui se trouvent à l'épicentre de la crise – sera à même de dominer le désordre qui sévit à présent dans le secteur financier mondial, et qui a des effets aberrants sur la vie quotidienne de millions de personnes. L'absence de règles favorise les aventuriers et les opportunistes, au détriment des vraies entreprises et des vrais travailleurs.

Le grand économiste brésilien Celso Furtado a dit que nous ne devons pas toujours accepter que les profits des spéculateurs soient privatisés tandis que leurs pertes sont invariablement socialisées. Nous ne devons pas accepter qu'une poignée de personnes animés par un appât du gain sans limites en fasse payer les conséquences à tous. L'économie est un sujet trop sérieux pour être laissé entre les mains des spéculateurs. L'éthique doit également s'appliquer à l'économie.

Une crise d'une telle ampleur ne saurait être résolue par des mesures palliatives. Des mécanismes de prévention et de contrôle sont nécessaires pour garantir la transparence totale de la finance internationale. Aujourd'hui, les institutions économiques

supranationales ne disposent ni de l'autorité ni des instruments nécessaires pour contrôler l'anarchie de la spéculation. Nous devons les reconstruire sur des fondements entièrement nouveaux.

La nature mondiale de cette crise signifie que les solutions que nous adoptons doivent être elles-aussi mondiales et issues de forums multilatéraux légitimes et reconnus, sans pression extérieure. L'ONU, étant l'enceinte multilatérale la plus grande du monde, doit exiger une riposte vigoureuse adaptée à l'ampleur des menaces que nous affrontons tous.

Cependant, il y a d'autres périls tout aussi sérieux qui menacent le monde aujourd'hui. L'un d'eux est la crise alimentaire, qui affecte plus d'un milliard d'êtres humains. La crise énergétique empire également chaque jour, de même que les risques pour le commerce mondial si nous ne réussissons pas à trouver un accord dans le cadre du Cycle de Doha, une dégradation sans limites de l'environnement, qui est la cause sous-jacente des calamités naturelles dont les victimes sont essentiellement les pauvres.

On s'attendait à ce que la chute du Mur de Berlin ouvre des possibilités de construire un monde de paix, loin des stigmas de la guerre froide. Il est triste pourtant de voir d'autres murs s'élever aussi rapidement. Ceux qui prêchent la libre circulation des matières premières et du capital sont nombreux à continuer de s'opposer à la libre circulation des hommes et des femmes, usant d'arguments nationalistes et même racistes qui évoquent des souvenirs désagréables et de peurs héritées d'époques que nous croyions révolues. Un prétendu « nationalisme populiste », que certaines forces essaient d'identifier et de critiquer dans le Sud, est actuellement prêché sans la moindre retenue dans les pays industrialisés. Les crises financière, alimentaire, énergétique, environnementale et migratoire, sans parler des menaces pour la paix dans plusieurs régions du monde, démontrent que le système multilatéral doit être remanié pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Certains pays s'éloignent peu à peu des anciens alignements conformistes pour rejoindre les centres traditionnels. Cette nouvelle attitude ne se traduit pas toutefois par une attitude de défi. En recourant simplement à un dialogue direct sans l'intermédiation des grandes puissances, les pays en développement assument de nouveaux rôles dans l'élaboration d'un monde multipolaire, notamment l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (IBAS), le G-20, les sommets entre

l'Amérique du Sud et l'Afrique et entre l'Amérique du Sud et les pays arabes et le Brésil, Russie, Inde et Chine (BRIC).

Une nouvelle géographie politique, économique et commerciale est actuellement en chantier dans le monde contemporain. Dans le passé, les navigateurs observaient l'étoile Polaire, mais nous tentons aujourd'hui de trouver notre chemin en observant les dimensions multiples de notre planète. Nous trouvons désormais souvent notre étoile Polaire au Sud. Sur mon continent, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) a été créée en mai; c'est le premier traité – après 200 ans d'indépendance – à rassembler tous les pays sud-américains. Cette nouvelle union politique coordonnera les pays de la région en matière d'infrastructures, dans les domaines de l'énergie, des politiques sociales, financières et de défense et des mécanismes de production complémentaires.

Lors de leur réunion à Santiago, au Chili, il y a un peu plus d'une semaine, les présidents de l'Amérique du Sud ont prouvé que l'UNASUR avait la capacité de faire face rapidement et efficacement à des situations complexes, telles que celle que connaît notre nation sœur, la Bolivie. Nous avons appuyé son gouvernement légitimement élu, ses institutions démocratiques et son intégrité territoriale et avons lancé un appel au dialogue pour permettre au peuple bolivien d'avancer vers la paix et la prospérité.

En décembre, le Brésil accueillera dans l'État de Bahia le premier sommet consacré à l'intégration et au développement de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce sera une réunion de haut niveau sans la moindre tutelle, fondée sur les perspectives propres de l'Amérique latine et des Caraïbes. Tous ces efforts au niveau multilatéral sont complétés par les initiatives de solidarité que mon pays a lancées avec des nations plus pauvres, notamment en Afrique.

Je tiens également à rappeler notre engagement à l'égard d'Haïti, où nous assumons le commandement des troupes de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et aidons à rétablir la paix. Je renouvelle mon appel pour que les pays développés se montrent solidaires d'Haïti, étant donné que beaucoup de promesses n'ont pas été tenues.

La force des valeurs doit prévaloir sur la valeur de la force. Seuls des instruments légitimes et efficaces peuvent garantir la sécurité collective. Cela fait 15 ans que l'ONU débat de la réforme du Conseil de sécurité. La structure actuelle est gelée depuis six décennies et

ne répond pas aux défis du monde d'aujourd'hui. Sa forme nous sépare du monde multilatéral auquel nous aspirons. Je suis donc très encouragé par la décision de l'Assemblée générale de lancer des négociations portant sur la réforme du Conseil de sécurité dans un avenir proche.

C'est également le multilatéralisme qui doit nous guider pour trouver des solutions aux problèmes complexes liés au réchauffement de la planète, en se fondant sur le principe des responsabilités communes mais différenciées. Le Brésil ne fuit pas ses responsabilités. Nos sources d'énergie sont de moins en moins polluantes. Les crises alimentaire et énergétique actuelles sont étroitement liées. L'inflation des prix de produits alimentaires n'est pas seulement affectée par les facteurs climatiques et la spéculation sur les produits agricoles; elle est également liée à la flambée des prix pétroliers qui pèsent sur les prix des engrais et des transports. Les tentatives tendant à associer la flambée des prix à la distribution des biocarburants ne résistent pas à une analyse objective de la réalité.

L'expérience du Brésil prouve – et ceci pourrait être le cas de pays semblables aux nôtres – que l'éthanol extrait de la canne à sucre et la production de biogazole diminuent notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles, créent des emplois, régénèrent les terres dégradées et sont pleinement compatibles avec l'accroissement de la production alimentaire. Nous souhaitons approfondir ce débat sous tous ses aspects à la conférence mondiale sur l'énergie et les biocarburants que nous tiendrons en novembre 2008 à São Paulo.

Mon obsession vis-à-vis de la question de la faim explique les efforts que je déploie, de même que d'autres dirigeants mondiaux, pour parvenir à une conclusion positive du Cycle de Doha. Nous continuons à nous employer à obtenir un accord pour réduire les subventions agricoles scandaleuses dans les pays riches. La réussite du Cycle de Doha aura un impact positif sur la production alimentaire, notamment dans les pays pauvres et en développement.

Il y a quatre ans, avec l'appui de plusieurs dirigeants mondiaux, j'ai lancé ici à New York la Lutte contre la faim et la pauvreté. Nous proposons alors – cela est toujours valable aujourd'hui – d'adopter des mécanismes de financement novateurs. La Facilité internationale d'achat de médicaments est un des premiers résultats de cette initiative, aidant à lutter

contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme dans plusieurs pays africains. Mais ce n'est pas assez. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir si nous voulons que l'humanité réalise véritablement les objectifs du Millénaire pour le développement.

En décembre 2008, nous célébrerons le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en rendant un hommage qui ira bien plus loin que les simples formalités. Ce document consacre des engagements inaliénables qui représentent un défi pour nous tous. En tant que gouvernements, nous devons faire bien plus qu'appuyer la Déclaration par de la rhétorique. Nous devons lutter pour les valeurs proclamées il y a six décennies et les concrétiser dans chaque pays du monde.

Aujourd'hui, le Brésil est très différent de ce qu'il était en 2003, lorsque je suis devenu Président de mon pays et que je suis intervenu pour la première fois devant l'Assemblée générale. Notre gouvernement et notre société ont pris des mesures décisives pour transformer la vie des Brésiliens en créant près de 10 millions d'emplois formels, en distribuant revenus et richesse, en améliorant les services publics, en extirpant 9 millions de personnes de l'extrême pauvreté, et en ajoutant à la classe moyenne 20 millions de personnes. Tout cela s'est produit alors que, avec la participation de tout le peuple, le pays connaît une forte croissance, une stabilité économique, une moindre vulnérabilité externe et, surtout, une démocratie robuste.

L'année où nous célébrons le centième anniversaire de l'éminent Brésilien Josué de Castro – le premier Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et pionnier des études concernant le problème de la faim dans le monde –, il est utile de relire cet avertissement :

« Il n'est plus possible de rester les bras croisés et de laisser une région mourir de faim sans que le monde entier en subisse les conséquences. »

Je suis fier de déclarer que le Brésil est en train de vaincre la faim et la pauvreté. Je réaffirme l'optimisme que j'exprimais ici il y a cinq ans. Nous sommes bien plus forts que les crises qui nous menacent. Nous avons le cœur, l'honnêteté et la volonté qu'il faut pour surmonter l'adversité. Plus que jamais, c'est l'esprit des Brésiliens.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de la déclaration qu'il vient de faire.

*M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

*M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Bush** (*parle en anglais*) : C'est un plaisir pour moi de prendre la parole devant l'Assemblée générale. Il y a 63 ans, des représentants du monde entier se sont réunis à San Francisco pour achever l'élaboration de la Charte des Nations Unies. Ils se sont réunis dans l'ombre d'une guerre dévastatrice, alors que de nouveaux dangers menaçants se profilaient à l'horizon. Ils ont convenu de faire une promesse historique : réaffirmer leur foi dans les droits de l'homme et unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Cette noble promesse a été mise à dure épreuve tout au long de l'histoire des Nations Unies, et elle guide toujours notre travail aujourd'hui.

Cependant, les idéaux de la Charte sont aujourd'hui confrontés au défi le plus grand depuis la création de l'ONU : un mouvement mondial de violents extrémistes. En assassinant délibérément des innocents pour atteindre leurs objectifs, ces extrémistes mettent en péril les principes fondamentaux de l'ordre international. Ils méprisent tous ceux qui respectent la vie et accordent de la valeur à la dignité humaine. Ils rejettent les paroles de la Bible, du Coran, de la Torah, comme toute norme de conscience et de moralité. Ils compromettent les valeurs de justice et de droits de l'homme qui sont le fondement des valeurs de l'ONU,

valeurs qui ont permis la propagation sans précédent de la liberté dans le monde entier.

Pour reprendre les termes de la Charte, face à ce défi, tout pays dans cette salle a des responsabilités. En tant qu'États souverains, nous avons l'obligation de gouverner de façon responsable et de régler les problèmes avant qu'ils ne se répandent au-delà des frontières. Nous avons l'obligation d'empêcher que notre territoire soit utilisé comme sanctuaire pour le terrorisme, la prolifération, la traite des êtres humains et la criminalité organisée. Nous avons l'obligation de respecter les droits et de satisfaire les besoins de nos peuples.

Les organisations multilatérales ont des responsabilités. Pendant huit ans, les pays de cette Assemblée ont œuvré ensemble pour faire front à la menace de l'extrémisme. Nous avons connu des succès et des échecs et, de tout cela, nous avons tiré un enseignement clair. L'ONU et d'autres organisations multilatérales sont plus que jamais impérieusement nécessaires. Pour réussir, nous devons être déterminés, efficaces et poursuivre un même objectif.

Au lieu d'adopter uniquement des résolutions désapprouvant les actes de terrorisme après qu'ils ont été commis, nous devons coopérer plus étroitement pour empêcher en premier lieu qu'ils ne soient perpétrés. Au lieu de considérer que toutes les formes de gouvernement sont pareillement tolérables, nous devons activement défier l'atmosphère de tyrannie et de désespoir qui permet au terrorisme et aux extrémistes de prospérer. En agissant ensemble pour affronter les difficultés fondamentales de notre époque, nous pouvons tendre vers un monde plus sûr, plus prospère et plus optimiste.

Dans les prochaines décennies, l'ONU et d'autres organisations multilatérales seront sans cesse confrontées au terrorisme. Cette mission requiert une vision claire. Nous devons voir les terroristes tels qu'ils sont : des extrémistes impitoyables qui exploitent les désespérés, corrompent les principes d'une grande religion et cherchent à imposer leur volonté sur un aussi grand nombre que possible. D'aucuns donnent à entendre que ces gens constitueraient une moins grande menace si nous ne nous en occupions pas; pourtant, leurs dirigeants affirment clairement qu'aucune concession ne pourra jamais satisfaire leurs ambitions. Traduire les terroristes en justice ne crée pas le terrorisme. C'est la meilleure façon de protéger nos peuples.

Les organisations multilatérales doivent réagir en adoptant une position morale non équivoque contre le terrorisme. Aucune cause ne peut justifier l'assassinat délibéré d'innocents, et la communauté internationale est proche d'un accord universel sur cette vérité. La très grande majorité des pays dans cette Assemblée s'accordent maintenant à dire que des tactiques comme les attentats-suicides, les prise d'otages et les détournements de véhicules et d'avions ne sont jamais légitimes. Le Conseil de sécurité a adopté des résolutions déclarant le terrorisme illégal et demandant à tous les pays de prendre des mesures contre le financement du terrorisme. Au début de ce mois, le Secrétaire général a organisé une conférence pour attirer l'attention sur les victimes du terrorisme, où il a déclaré que le terrorisme ne pouvait jamais être justifié.

D'autres organisations multilatérales se sont clairement exprimées en ce sens également. Le Groupe des Huit a déclaré que tous les actes de terrorisme étaient criminels et devaient être universellement condamnés. Le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique s'est dernièrement prononcé contre les attentats suicide à la bombe, qui, a-t-il dit, sont contraires aux enseignements de l'Islam.

Le message qui sous-tend ces déclarations est absolument clair. Comme l'esclavage et la piraterie, le terrorisme n'a pas de place dans le monde moderne. Partout dans le monde, les pays passent de la parole aux actes. Les Membres de l'ONU s'échangent des renseignements, mènent des opérations conjointes et gèlent les avoirs des terroristes. Bien que les terroristes continuent de mener des attaques telles que le terrible attentat à la bombe commis à Islamabad la semaine dernière, nos actions conjointes ont épargné à nos citoyens de nombreux attentats dévastateurs.

La nature brutale des extrémistes apparaît avec de plus en plus d'évidence, et la coalition des pays confrontés aux terroristes devient de plus en plus forte. Au cours des sept dernières années, l'Afghanistan et l'Iraq, dont les régimes finançaient activement le terrorisme, sont devenus des démocraties qui luttent contre le terrorisme. La Lybie a renoncé à appuyer le terrorisme et à se doter de l'arme nucléaire. Des pays comme l'Arabie saoudite et le Pakistan poursuivent activement les terroristes. Quelques pays, des régimes comme la Syrie et l'Iran, continuent de financer le terrorisme; cependant, leur nombre diminue, et ils sont de plus en plus coupés du monde.

Alors que nous avançons dans le XXI<sup>e</sup> siècle, certains peuvent être tentés de croire que la menace se réduit. Ce serait réconfortant. Ce serait faux. Les terroristes pensent que le temps joue en leur faveur; ainsi, leur stratégie consiste notamment à attendre la fin des pays civilisés. Nous ne devons pas leur permettre de réussir. Les pays de cet organe doivent s'unir dans la lutte contre le terrorisme. Nous devons continuer à agir pour empêcher les terroristes de trouver refuge où que ce soit dans le monde, y compris dans les lieux où règne l'anarchie. Nous devons rester vigilants dans notre lutte contre la prolifération, en mettant pleinement en œuvre les dispositions de la résolution 1540 (2004) et en imposant l'application des sanctions à la Corée du Nord et à l'Iran. Nous ne devons pas laisser notre détermination faiblir tant que notre population n'est pas à l'abri de cette menace qui pèse sur la civilisation.

Pour maintenir la promesse de paix et de sécurité contenue dans la Charte en ce XXI<sup>e</sup> siècle, nous devons également lutter contre l'idéologie des terroristes. Cette bataille contre les extrémistes est essentiellement une bataille d'idées. Les terroristes imaginent un monde qui nierait la liberté de religion, dans lequel les femmes seraient opprimées et où toute opinion dissidente serait balayée. Les nations représentées dans cette salle doivent offrir un choix porteur de plus d'espoir – la vision d'un monde dans lequel chacun peut jouir de la liberté d'expression, de culte et rêver en toute liberté.

La promotion de cette vision de liberté sert nos plus nobles idéaux, ainsi que l'exprime l'engagement énoncé dans la Charte des Nations Unies envers la dignité et la valeur de la personne humaine. La promotion de cette vision sert également nos intérêts en matière de sécurité. L'histoire montre que, lorsque les citoyens ont la possibilité de choisir leurs propres dirigeants, ils sont moins enclins à chercher un sens dans les idéologies radicales et que, lorsque les gouvernements respectent les droits de leurs citoyens, ils sont plus enclins à respecter les droits de leurs voisins.

Pour toutes ces raisons, les nations représentées dans cette enceinte doivent défier la tyrannie d'une manière aussi résolue que nous défions la terreur. D'aucuns se demandent si la population, dans certaines parties du monde, souhaite véritablement la liberté. Nous avons constaté de nos yeux que cette condescendance intéressée était infondée. Des bureaux de vote en Afghanistan, en Iraq et au Libéria, à la

Révolution orange en Ukraine, la Révolution des roses en Géorgie, la Révolution du cèdre au Liban et la Révolution des tulipes au Kirghizistan, nous n'avons cessé de voir des personnes prenant la décision courageuse de réclamer leur liberté.

En dépit de tous ceux qui suggèrent le contraire, en vérité, là où et quand on donne un choix à la population, elle choisit la liberté. Les nations représentées dans cette salle ont appuyé les efforts de dissidents, de réformateurs, d'avocats de la société civile dans les sociétés libres de fraîche date, par le biais du nouveau Fonds des Nations Unies pour la démocratie, et nous saluons ces efforts. À l'heure où dans le monde, les jeunes démocraties continuent de prendre courageusement position en faveur de la liberté, des organisations multilatérales comme l'Organisation des Nations Unies doivent continuer à les épauler.

En Afghanistan, un peuple déterminé s'efforce de dépasser des décennies de tyrannie et de protéger sa société nouvellement libérée. Il bénéficie du plein appui de l'ensemble des 26 nations de l'alliance de l'OTAN. Je salue la décision prise cette semaine par l'ONU de renouveler le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. L'ONU dispose d'une présence civile active en Afghanistan, pays dans lequel les experts font un important travail en aidant à améliorer l'éducation, faciliter l'aide humanitaire et défendre les droits de l'homme. Nous devons continuer d'aider le peuple afghan à défendre sa jeune démocratie pour que les Taliban ne reprennent pas le pouvoir et que l'Afghanistan ne soit plus jamais le refuge des terroristes.

En Iraq, la lutte a été difficile, mais la vie quotidienne s'est considérablement améliorée au cours des 20 derniers mois grâce au courage du peuple iraquien, à une coalition résolue de nations et à une augmentation de la présence des troupes américaines. L'Organisation des Nations Unies a formulé le mandat de la force multinationale en Iraq jusqu'en décembre, et elle met en œuvre une stratégie ambitieuse dont le but est de raffermir la démocratie iraquienne, notamment en aidant les Iraquiens à préparer leur prochain cycle d'élections libres. Quels que soient les désaccords que nos nations ont eus concernant l'Iraq, nous devons tous nous féliciter des progrès accomplis sur la voie de la stabilité et de la paix, et nous devons rester unis pour aider la démocratie iraquienne à s'épanouir.

Nous devons faire front uni dans notre appui aux autres jeunes démocraties, qu'il s'agisse du peuple libanais qui se bat pour conserver son indépendance gagnée de haute lutte, ou du peuple des territoires palestiniens, qui mérite un État libre et pacifique. Nous devons faire front uni dans notre appui au peuple géorgien. La Charte des Nations Unies prévoit que les nations, grandes ou petites, ont les mêmes droits; l'invasion de la Géorgie par la Russie a violé ces droits. Les jeunes démocraties du monde entier nous observent pour voir comment nous réagissons à ce test. Les États-Unis ont travaillé avec leurs alliés dans le cadre d'institutions multilatérales telles que l'Union européenne ou l'OTAN afin de défendre l'intégrité territoriale de la Géorgie et de lui fournir une aide humanitaire. Nos nations continueront d'apporter leur appui à la démocratie géorgienne.

Les représentants de la Géorgie, de l'Ukraine, du Liban, de l'Afghanistan, du Libéria, de l'Iraq et d'autres jeunes démocraties courageuses se trouvent dans cette salle. Nous admirons leur courage, rendons hommage à leur sacrifice, et nous les remercions d'être des exemples à suivre. Nous continuerons d'épauler tous ceux qui luttent pour leur liberté. Ce noble objectif est digne des Nations Unies et doit avoir l'appui de chaque membre de l'Assemblée.

Étendre la portée de la liberté politique est essentiel pour gagner la grande bataille de notre temps, mais cela ne saurait suffire. Nombreux sont ceux qui, dans cette salle, ont répondu à l'appel de leurs frères et de leurs sœurs dans le besoin en s'efforçant d'alléger leur désespoir. Ces efforts visant à améliorer leurs conditions de vie vont dans le sens des idéaux les plus élevés de cette Organisation. Ils servent également nos intérêts en matière de sécurité. Les extrémistes recrutent le plus aisément dans les sociétés en proie au chaos et au désespoir – là où l'on n'entrevoit pas la possibilité d'une vie meilleure. C'est à l'ombre du désespoir que le radicalisme prospère. Finalement, ce radicalisme peut dégénérer en violence, dépasser les frontières et faucher des vies innocentes dans le monde entier.

Pour surmonter le désespoir, il faut s'attaquer à ses causes : la pauvreté, la maladie, l'ignorance. S'y attaquer est dans l'intérêt de chaque nation représentée dans cette salle, et les démocraties sont particulièrement bien placées pour s'acquitter de cette tâche car elles ont acquis l'expérience qui consiste à satisfaire aux besoins de leur propre population. Nous sommes les partenaires naturellement désignés pour

aider les autres nations à satisfaire aux besoins de leur population. Ensemble, nous devons engager des ressources et déployer des efforts pour faire progresser l'éducation, la santé et la prospérité.

Au cours des ans, de nombreuses nations ont déployé des efforts bien intentionnés pour défendre ces objectifs, mais le succès de ces efforts doit être jugé par plus que des intentions. Il doit être mesuré en fonction des résultats. Ma nation accorde une grande importance aux résultats dans le cadre de nos programmes d'aide étrangère. Nous avons lancé une nouvelle initiative, intitulée Compte du Millenium Challenge, qui permet de canaliser notre aide vers des pays qui prouvent qu'ils sont en mesure de produire des résultats en gouvernant de manière juste, en luttant contre la corruption, en menant des politiques économiques fondée sur la libre concurrence aussi bien qu'en investissant dans leur population. Chaque pays et institution qui fournit une aide étrangère, y compris l'ONU, sera plus efficace s'il a foi en la population qu'il aide dans le monde en développement et si, en échange de son aide, il insiste sur la performance.

L'expérience montre également que pour être efficaces, nous devons adopter un modèle de partenariat, et ne pas faire preuve de paternalisme. Cette approche se fonde sur notre conviction que la population des pays en développement a la capacité d'améliorer sa propre vie et sera à la hauteur des attentes que nous fixons. L'Amérique s'est efforcée d'appliquer ce modèle dans son Plan d'urgence pour la lutte contre le sida. Toute nation qui bénéficie de l'appui américain par le biais de cette initiative élabore son propre plan de lutte contre le VIH/sida et en mesure les résultats.

À ce jour, ces résultats constituent une source d'inspiration. Il y a cinq ans, 50 000 personnes, en Afrique subsaharienne, recevaient un traitement contre le VIH/sida; aujourd'hui, ce chiffre s'élève à près de 1,7 million. Nous abordons la lutte contre le paludisme de la même manière et, jusqu'à présent, nous avons appuyé les efforts déployés localement pour protéger plus de 25 millions d'Africains. Les organisations multilatérales ont pris de leur côté des engagements audacieux pour lutter contre la maladie. Le G-8 a promis d'être à la hauteur des efforts de l'Amérique en ce qui concerne la lutte contre le paludisme et le VIH/sida. Grâce au Fonds mondial, de nombreux pays travaillent pour lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Dans les pays en développement, des vies dépendent de ces programmes et tous ceux qui se

sont engagés à lutter contre ces maladies ont l'obligation de tenir parole.

L'un des moteurs les plus puissants du développement et de la prospérité sont les échanges et les investissements, car ils créent de nouvelles possibilités pour les chefs d'entreprise, ils aident les populations à sortir de la pauvreté et renforcent les valeurs fondamentales que sont par exemple la transparence et l'état de droit. C'est pour toutes ces raisons que de nombreux pays représentés dans cette salle ont passé des accords de liberté des échanges aux niveaux bilatéral et régional.

La mesure la plus efficace serait un accord tendant à lever les obstacles commerciaux au niveau mondial. L'impasse dans laquelle s'est récemment trouvé le cycle de Doha est une source de déception, mais ce ne doit pas être la fin du processus. Je demande instamment à toutes les nations de saisir cette occasion de soulever les économies du monde et de parvenir à un accord de Doha dans les moindres délais.

Au-delà de Doha, nos nations doivent renouveler leur engagement à ouvrir leurs économies et à rester fermes contre l'isolationnisme économique. Ces objectifs sont mis à l'épreuve par les turbulences dans les marchés financiers mondiaux.

Nos économies sont plus étroitement liées entre elles que jamais, et je sais que beaucoup d'entre vous ici attendent de voir comment le Gouvernement des États-Unis remédiera aux problèmes que connaît notre système financier. Ces dernières semaines, nous avons pris des mesures audacieuses pour empêcher un grave effondrement de l'économie américaine, qui aurait un effet dévastateur sur les autres économies du monde. Nous favorisons la stabilité sur les marchés en empêchant la faillite désordonnée des grandes entreprises. La Réserve fédérale a injecté d'urgence les liquidités nécessaires dans le système. La semaine dernière, j'ai annoncé une action décisive du Gouvernement fédéral afin de répondre à la cause profonde de l'essentiel de l'instabilité sur nos marchés financiers, en achetant des actifs illiquides qui pèsent sur les bilans et limitent le flux de crédit. Je puis assurer l'Assemblée que mon administration et notre Congrès travaillent de concert en vue d'adopter rapidement une législation approuvant cette stratégie. Et je suis convaincu que nous saurons agir dans les délais prescrits, si urgents soient-ils.

Les objectifs que j'ai énoncés pour les institutions multilatérales de lutter contre la terreur, de

s'opposer à la tyrannie et de promouvoir un développement effectif sont des tâches difficiles, mais néanmoins nécessaires. Pour avoir le maximum d'effet, les institutions multilatérales doivent accepter des missions complexes et, comme chacun de nous dans cette salle, elles doivent œuvrer en faveur de buts mesurables, être à même de répondre de leurs actions et tenir leur parole.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, le monde a besoin d'une ONU compétente et efficace. Cette institution unique en son genre devrait s'inspirer de ses propres réussites et améliorer ses performances. L'inefficacité et la corruption, lorsqu'elles existent, doivent être corrigées. Les bureaucraties boursouflées doivent être rationalisées. Lorsque les Membres ne respectent pas leurs obligations, il faut agir fermement – par exemple, il faudrait revoir immédiatement le Conseil des droits de l'homme, qui protège souvent ceux qui commettent des atteintes aux droits de l'homme. Il faudrait redoubler d'efforts pour aider le peuple de la Birmanie à vivre libre, débarrassé de la répression qu'il subit depuis trop longtemps. Toutes les nations, en particulier celles qui sont membres du Conseil de sécurité, doivent agir de manière décisive pour faire en sorte que le Gouvernement soudanais respecte son engagement de remédier à la violence au Darfour.

L'ONU est une organisation au potentiel extraordinaire. Au moment où elle reconstruit son siège, elle doit aussi ouvrir la porte à une nouvelle ère de transparence, de responsabilité et de sérieux. Avec de la détermination et une orientation claire, l'ONU peut être un atout considérable pour le bien, dans ce XXI<sup>e</sup> siècle où nous venons d'entrer. Elle peut réaffirmer la grande promesse qui a présidé à sa fondation.

Dans les derniers jours de la Conférence de San Francisco, les délégués négociant la Charte des Nations Unies ont reçu la visite du Président Harry Truman. Celui-ci a reconnu les gigantesques défis qu'ils devaient relever et leur a dit que le succès était uniquement possible grâce à ce qu'il appelait une inébranlable unité de détermination. Aujourd'hui, le monde est engagé dans une autre période de grands défis, et si nous continuons de travailler ensemble, cette inébranlable unité de détermination sera nôtre. Ensemble, nous pouvons affronter et défaire le mal incarné dans le terrorisme. Ensemble, nous pouvons garantir la liberté et la justice, dons du Tout-Puissant, aux millions de personnes qui ne les connaissent pas

encore. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde plus libre, plus sûr et meilleur pour les générations à venir.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

*M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Sarkozy** : Je veux vous apporter le salut fraternel de l'Europe – de l'Europe qui est consciente de ses responsabilités, de l'Europe qui veut agir, de l'Europe qui est fidèle à ses valeurs – la démocratie, la liberté – de l'Europe qui est fidèle à ses amis, mais de l'Europe qui veut parler à tout le monde, au service du dialogue et au service de la paix.

Au moment où le monde va mal, je suis venu vous dire, au nom de l'Europe, qu'au milieu de tant de difficultés, la communauté internationale a une responsabilité politique et une responsabilité morale qu'il nous faut assumer. Mais souvenons-nous que si nous sommes aujourd'hui réunis ici, c'est parce qu'après l'un des drames les plus terribles qu'ait connus l'humanité, des femmes et des hommes de bonne volonté ont voulu qu'à l'avenir, plus personne au monde ne puisse dire face au malheur : « Nous n'y pouvons rien ». C'est pour cela que nous sommes ici, parce que ceux qui nous ont précédés n'ont pas voulu renoncer. L'Europe pense qu'aujourd'hui, notre devoir est d'agir et de refuser de subir.

Nous ne pouvons plus attendre. Nous commençons à mesurer les conséquences dramatiques d'avoir déjà trop attendu. On ne peut pas attendre pour

faire la paix et mettre fin à la tragédie du Darfour. On ne peut pas attendre pour lutter contre le terrorisme. On ne peut pas attendre pour conjurer la crise alimentaire qui condamne tant d'êtres humains à mourir de faim. On ne peut pas attendre pour préparer le monde de l'après-pétrole, pour lutter contre le réchauffement climatique, pour sauver les océans, pour en finir avec les dumpings monétaires, sociaux ou écologiques. On ne peut pas attendre pour moraliser le capitalisme financier.

Trop longtemps, nous tous, nous nous sommes résignés à l'impuissance, et trop longtemps nous avons reculé devant la nécessité de doter le monde globalisé des institutions qui permettront de le réguler.

On ne peut pas gouverner le monde d'aujourd'hui, celui du XXI<sup>e</sup> siècle, avec les institutions du XX<sup>e</sup> siècle. Nous avons un siècle de retard. Que les grandes puissances d'aujourd'hui et celles de demain s'unissent pour assumer ensemble les responsabilités que leur confère leur poids dans les affaires du monde.

Je sais bien que, parmi vous, certains hésitent, mais à ceux qui hésitent, je veux dire qu'élargir le Conseil de sécurité et élargir le G-8, ce n'est pas qu'une question d'équité, c'est une question d'efficacité. Nous ne pouvons plus attendre pour élargir le Conseil de sécurité. Nous ne pouvons plus attendre pour transformer le G-8 en G-14, pour y faire entrer la Chine, pour y faire entrer l'Inde, pour y faire entrer l'Afrique du Sud, le Mexique, le Brésil. L'Italie propose un grand pas dans cette direction lors du prochain sommet qu'elle accueillera. L'Italie a raison!

Il faut faire en sorte qu'enfin nos institutions internationales soient plus représentatives, parce que si elles sont plus représentatives, nos institutions seront plus fortes, plus efficaces et plus respectées. Un monde nouveau est en train de naître à travers tous les succès mais aussi toutes les crises qui secouent la planète. Mais ce monde nouveau, nous ne devons pas le subir. Nous devons le construire.

Alors apprenons à gérer collectivement les crises les plus aiguës que nul, pas même les plus puissants d'entre nous, ne peut résoudre seul. Ma conviction, c'est que le devoir des chefs d'État et de gouvernement des pays les plus directement concernés est de se réunir avant la fin de l'année pour réfléchir ensemble aux leçons à tirer de la crise financière la plus grave qu'ait connue le monde depuis celle des années 30. Qui pourrait comprendre que les principales économies ne prennent pas le temps de se réunir pour discuter de ce

que nous devons faire ensemble, des leçons que nous devons tirer de ce qui s'est passé?

Reconstruisons ensemble un capitalisme régulier et régulé, où des pans entiers de l'activité financière ne seront pas laissés à la seule appréciation des opérateurs de marché. Reconstruisons un capitalisme où les banques feront leur métier. Et le métier des banques, c'est de financer le développement économique, ce n'est pas d'alimenter la spéculation. Reconstruisons un capitalisme où les règles prudentielles s'appliqueront à tous et serviront à prévenir et à amortir les crises au lieu de les aggraver. Construisons un capitalisme où les agences de notation seront contrôlées et sanctionnées lorsque nécessaire, où la transparence des transactions remplacera l'opacité, qui est telle aujourd'hui, que l'on a du mal à comprendre même ce qui se passe, où les modes de rémunération ne pousseront pas à des prises de risque déraisonnables et où, et j'assume mes responsabilités en le disant, ceux qui ont mis en danger l'argent des épargnants seront sanctionnés et assumeront enfin leurs responsabilités. Il est possible d'y arriver, à une condition : que nous travaillions ensemble.

Dans notre monde globalisé, le sort de chacun est lié à celui de tous les autres. L'année prochaine à Copenhague s'achèvera la négociation commencée à Bali sur le changement climatique. Quels que soient nos intérêts particuliers, nous n'avons pas le droit d'échouer!

L'Europe adoptera au mois de décembre un ensemble de mesures sans précédent sur l'énergie et sur le climat. L'Europe ne veut pas donner de leçon. L'Europe veut donner l'exemple. L'Europe veut donner l'exemple aussi en agissant pour la paix. L'Europe l'a fait en Géorgie. L'Europe l'a fait avec l'Union pour la Méditerranée. Parce que l'Europe a entrepris depuis plus d'un demi-siècle de mettre un terme au cycle sans fin de la guerre, de la vengeance et de la haine qui la conduisait périodiquement au bord du gouffre. L'Europe ne veut pas la guerre. L'Europe ne veut pas la guerre des civilisations. L'Europe ne veut pas la guerre des religions. L'Europe ne veut pas de la guerre froide.

L'Europe veut la paix. Et c'est parce qu'elle veut la paix que l'Europe dit à la Russie qu'elle veut avoir avec elle des liens de solidarité, qu'elle veut bâtir un avenir partagé, que l'Europe veut être le partenaire de la Russie. Pourquoi donc ne pas construire à l'échelle de tout le continent, un espace économique commun qui unirait la Russie et l'Europe? Mais l'Europe dit à la

Russie, avec la même sincérité, qu'elle ne peut pas transiger sur le principe de la souveraineté et de l'indépendance des États, de leur intégrité territoriale et du respect du droit international. L'Europe dit à tous les États qu'elle ne peut pas accepter le recours à la force pour régler un différend.

L'Europe dit à l'Iran qu'elle le respecte, que l'Iran a droit à l'énergie nucléaire civile, que l'Europe ira jusqu'au bout du dialogue. Mais l'Europe dit à l'Iran, avec la même sincérité, qu'elle ne peut pas accepter qu'il se dote d'une arme nucléaire qui mettrait en danger la paix et la stabilité de toute la région. L'Europe ne peut pas tolérer non plus, je le dis solennellement, que l'Iran appelle à la destruction de l'État d'Israël.

L'Europe dit à Israël qu'elle est son amie et qu'elle ne laissera personne menacer son existence. L'Europe lui dit qu'elle sera toujours à ses côtés pour combattre le terrorisme. Mais l'Europe dit à Israël, avec la même sincérité, qu'il n'y aura pas de paix tant qu'il n'y aura pas un État palestinien viable avec des frontières reconnues.

L'Europe dit à l'Afghanistan qu'elle restera engagée à ses côtés, qu'elle ne permettra pas à des barbares alliés à Al-Qaïda de prendre de nouveau en otage tout un peuple et de transformer tout un pays en base terroriste.

L'Europe dit à la Somalie qu'elle l'aidera, avec le soutien de l'ONU, à lutter contre le fléau de la piraterie au large de ses côtes. Alors que tous les États du monde s'associent pour créer une police des mers, on ne peut pas laisser quelques centaines de pirates mettre en cause la libre circulation des navires dans le monde.

L'Europe dit à l'Afrique qu'elle va s'engager à ses côtés dans le codéveloppement, qu'elle veut être son partenaire privilégié, qu'elle a avec l'Afrique une communauté de destin et une solidarité profonde. L'Europe dit à l'Afrique qu'elle a sa place parmi les membres permanents du Conseil de sécurité et dans le G-8 élargi. Comment imaginer régler les grandes affaires du monde en ignorant le continent africain, ou le continent sud-américain ou toute une partie de l'Asie? L'Europe croit dans la renaissance africaine, qui est en marche, et qui est d'abord entre les mains des Africains, et particulièrement entre les mains de la jeunesse africaine, qui est la jeunesse du monde.

Au fond, ce qui nous rassemble dans cette enceinte, où chacun est obligé d'écouter l'autre et par

là de lui témoigner une forme de respect, ce qui nous rassemble c'est quelque chose de plus fondamental encore que la démocratie. Ce qui nous rassemble, c'est le respect de la dignité de chacun tel qu'il est, dans la diversité de ses opinions, de sa culture, de ses croyances. La dignité de l'homme est une valeur universelle. Ce qu'il nous faut promouvoir partout, c'est le respect de cette diversité. C'est comme cela que nous construirons la paix et la fraternité humaine, et que nous combattons l'intolérance, la haine, la violence, l'obscurantisme et le fanatisme.

Voilà donc ce que veut l'Europe : des peuples unis dans le respect, la compréhension et la solidarité; des peuples unis à travers le monde, qui travaillent ensemble à la grande cause commune de la sauvegarde de l'humanité.

Le temps presse, le monde ne peut pas attendre.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République des Philippines.

*M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Macapagal-Arroyo** (*parle en anglais*) : Le monde en développement se trouve à un moment critique. Aux Philippines, nous ressentons les souffrances causées par le prix élevé des denrées alimentaires, du carburant et du riz. Notre population poursuit le rêve universel d'une vie meilleure pour elle-même et pour ses enfants : une meilleure éducation, de meilleurs soins de santé, des salaires plus

élevés et une retraite dans la dignité. Nous démontrons la valeur d'un nouveau modèle d'autonomie, premièrement, en recourant à une stratégie ciblée assortie d'un ensemble de prescriptions précises destinées à atténuer les effets de la hausse des prix; deuxièmement, en axant nos efforts sur l'autosuffisance alimentaire et une plus grande indépendance énergétique; et, troisièmement, en procédant à des réformes à long terme. C'est là un exemple positif que nous souhaitons partager avec le reste du monde.

Les gains que nous avons réalisés ces sept dernières années ont été durement acquis. Nous avons pris des décisions difficiles et parfois douloureuses pour réformer notre économie : augmentation des impôts, réformes bancaires, répression des trafiquants et discipline budgétaire rigoureuse, notamment. Par bonheur, ces réformes nous ont donné une marge de manœuvre suffisante pour supporter la première vague de la hausse des prix mondiaux qui a déferlé sur le monde cette année même.

Cela n'a pas été facile, mais les Philippines sont un peuple aguerrri et résistant. Nous avons uni nos forces. Nous avons été en mesure de puiser dans des revenus additionnels pour procéder à des investissements ciblés dans les aliments et l'énergie afin d'aider nos pauvres en attendant des jours meilleurs. Mais nous sommes réalistes aussi, et nous savons que nous ne pouvons pas agir seuls. Nous avons plus que jamais besoin d'une ONU forte. Nous avons plus que jamais besoin d'une stricte coopération internationale.

Les incertitudes économiques se sont abattues sur le monde comme un tsunami, réduisant à néant les acquis et les progrès, non seulement ici sur l'île de Manhattan, mais aussi dans les nombreuses îles qui forment les Philippines. Alors même que nous pensions que le pire était passé, la lumière au bout du tunnel s'est transformée en un train qui fonçait sur nous avec son fret de nouveaux chocs frappant le système financier international. Les répercussions de ces chocs mondiaux au cours de l'année écoulée – et de ces dernières semaines – sont concrètes et profondes. Il faudra du temps et de la persévérance pour recoller les morceaux.

Face à ces problèmes mondiaux, nous devons continuer à bâtir des passerelles entre les alliés du monde entier afin d'apporter du riz là où il est nécessaire pour nourrir la population, d'investir en vue

de créer des emplois et de maintenir la paix et la stabilité dans le monde.

Le moment était donc opportun pour que le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, axe le programme de cette année autour de l'impact de l'économie mondiale sur les pauvres. Il faut le féliciter d'avoir agi avec rapidité et détermination face à la crise alimentaire mondiale. Son Cadre général d'action, qui inclut l'ONU, les pays donateurs, la société civile et le secteur privé, cherche à assurer la sécurité alimentaire par le biais d'une juste combinaison de politiques, de technologies et d'investissements. C'est un modèle de l'ONU en action.

Il y a plusieurs mois, depuis que l'instabilité de la situation économique mondiale est devenue manifeste, les Philippines ont augmenté et stabilisé les quantités de riz disponible et accordé des subventions ciblées aux pauvres. Nous sommes entrés en contact avec nos voisins, comme le Viet Nam et d'autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et d'ailleurs, en vue de nous assurer une offre suffisante et des prix abordables. Nous avons pris des mesures contre les « arnaques » sur les prix et investi des milliards de plus pour développer et moderniser l'agriculture.

Nous avons augmenté notre indépendance énergétique de 17 % en recourant davantage à l'énergie géothermique, aux biocarburants et à d'autres ressources renouvelables, et nous espérons atteindre d'ici deux ans un niveau d'indépendance énergétique de 60 %. On a dit des biocarburants qu'ils sont un facteur positif d'une énergie propre. En même temps, on a dit qu'ils sont un facteur négatif qui contribue à l'augmentation des prix alimentaires. Nous adoptons une politique consistant à utiliser des biocarburants non alimentaires plantés sur des terrains impropres à la production alimentaire. Nous considérons que cette approche est un moyen pour les pays de trouver un équilibre durable entre les besoins alimentaires et énergétiques.

Pour accéder à l'autonomie alimentaire, nous avons nos greniers à blé que sont le nord de Luçon, notre plus grande île, et l'île méridionale de Mindanao. C'est à Mindanao que se trouvent les champs les plus productifs, mais aussi la majorité de nos provinces les plus pauvres. C'est une triste ironie du sort que notre grenier à blé soit la région de notre pays qui souffre le plus de la faim.

Cela est dû essentiellement au conflit sans fin qui sévit sur l'île de Mindanao. Notre archipel, qui comprend 7 000 îles, a eu sa part de conflits religieux, de tensions ethniques et de violence. Depuis des années, nous nous efforçons d'instaurer la paix à Mindanao. Des progrès importants avaient été réalisés jusqu'au moment où des éléments violents du Front de libération nationale Moro ont décidé de se faire justice eux-mêmes. Nous reprendrons le dialogue une fois que la région aura été sécurisée, que notre population sera en sûreté et que les éléments responsables du Front de libération nationale Moro auront repris le contrôle de leur mouvement.

Il n'y a pas d'alternative à la paix. Je me tiens devant l'Assemblée aujourd'hui pour déclarer haut et fort que nous sommes attachés au processus de paix à Mindanao. Nous tenons à remercier ici aujourd'hui du rôle crucial qu'ils ont joué de nombreux amis et alliés, dont l'ONU, le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Libye, la Malaisie, l'Arabie saoudite et d'autres pays de l'Organisation de la Conférence islamique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et d'autres partenaires bilatéraux qui nous fournissent une aide publique au développement, l'Union européenne et la Suède. Ils ont tous joué un rôle important en faveur de la paix et du développement à Mindanao.

Nous réorienterons les pourparlers de paix d'une approche axée sur le dialogue avec les rebelles à une approche axée sur une véritable concertation avec les communautés. Notre engagement avec l'ensemble des groupes armés se fera dans le contexte du principe reconnu par l'ONU : désarmement, démobilisation, réinsertion. Nous continuons à croire au dialogue œcuménique pour construire des ponts, plutôt que dresser des barrières, entre les communautés de différentes cultures et groupes ethniques. Afin de continuer dans cette voie, les Philippines vont organiser la tenue de la toute première Réunion ministérielle sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix et le développement en mai de l'an prochain. Nous allons également collaborer avec l'Alliance des civilisations.

Nous sommes heureux également que le Secrétaire général se joigne à nous à Manille pour le deuxième Forum mondial sur la migration et le développement. Nos travailleurs philippins à l'étranger sont de véritables pionniers à l'échelle mondiale. Il n'y a pas un bateau à l'étranger qui n'ait pas un équipage philippin ou une nation qui n'ait pas des travailleurs philippins hautement qualifiés. Le mouvement de

population d'un pays à l'autre ne fera qu'augmenter avec la mondialisation, qui efface les frontières. Ce fait doit être pris en compte car il a des implications sur la croissance et le développement des pays de départ ou d'arrivée.

Dans de nombreuses régions du monde en difficulté, les Nations Unies constituent le dernier grand espoir pour la paix et la sécurité. C'est la raison pour laquelle les Philippines sont l'un des pays qui fournissent le plus de forces de police aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Monsieur le Président, vos qualités de chef sont plus importantes que jamais. Les Philippines vous soutiendront pleinement pendant votre présidence de l'Assemblée générale pour l'année à venir.

Pour terminer, il y a des centaines de millions de braves gens dans le monde entier qui luttent plus que jamais. Nous devons entendre leurs appels à l'aide. Tous les dirigeants présents à cette Assemblée générale des Nations Unies ont ensemble le pouvoir de réaliser le rêve universel d'une meilleure éducation, d'une meilleure santé, de la nourriture pour tous et d'une vie digne.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République des Philippines de la déclaration qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar.**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

*S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Cheikh Al-Thani** (Qatar) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Monsieur le

Président, d'avoir été élu Président de l'Assemblée générale pour sa soixante-troisième session et vous souhaite plein succès dans votre mission.

Je voudrais également remercier votre prédécesseur, M. Srgjan Kerim, de tous les efforts qu'il a déployés lors de la session précédente. Je tiens à remercier aussi M. Ban Ki-moon, le Secrétaire général, de ses efforts pour promouvoir et revitaliser le rôle de l'ONU.

Il est inutile de rappeler à quiconque est présent dans cette salle, où est réunie une assemblée d'un tel niveau, que le but de cette Organisation et l'objectif fondamental de sa Charte sont d'instaurer et de maintenir la paix dans le monde.

L'expérience humaine, qui abonde en espoirs et en horreurs, nous rappelle à tous que la paix dans le monde ne peut être réalisée que par des actions conscientes et positives, et non par des vœux pieux. Nous avons tenté d'instaurer la paix par une guerre où les puissants ont essayé d'imposer leur volonté, comme dans le cas des deux tristement célèbres guerres du XX<sup>e</sup> siècle.

Nous avons tenté de trouver la paix par l'entente entre les empires, comme entre la Grande-Bretagne et la France en 1904. Nous avons cherché la paix dans la coexistence entre les États-Unis et l'Union soviétique en 1971. Au cours de toutes ces tentatives, soit par la guerre soit par une entente entre les puissances, par un accord entre les empires ou par la coexistence entre les blocs et les doctrines, la paix nous a toujours échappé.

Nous avons tous fini par comprendre à travers ces expériences longues et épuisantes qu'instaurer la paix est un acte positif qui dépasse la simple élimination de la menace des armes. S'il est vrai que l'humanité n'a pas connu de guerre mondiale dans les 60 dernières années, il est vrai également que la paix au cours de ces six décennies est restée un lointain objectif. Il y a eu une paix marquée par des conflits sur tous les continents et tous les territoires. Nous sommes également arrivés à la conclusion que, dans un monde où les barrières de temps et de distance tendent à disparaître, instaurer la paix implique établir et promouvoir la justice sociale et économique entre les peuples. Voilà ce qui constitue une paix positive.

Si les buts et les principes de la Charte ont établi les droits politiques des nations sur la base du droit international, le droit des peuples à la justice sociale doit s'appuyer sur l'idée de développement. Dans le

passé, la première génération des avocats et défenseurs des mouvements de libération nationale avait réclamé ce qu'elle appelait « la neutralité positive », pensant pouvoir se dissocier des guerres des grandes puissances. Cependant, les réalités du monde d'aujourd'hui requièrent une approche différente, car la paix ne peut être instaurée par un conflit entre les puissances, un accord entre les empires ou une coexistence entre les blocs, et pas même par une neutralité positive.

La solution de rechange à ces trois options est notre nouveau choix, c'est-à-dire une paix positive, une ère de droit international qui garantit les droits politiques et une ère de développement qui propose des perspectives parallèles et égales dans un monde qui ne peut pas continuer à avancer vers l'avenir sous le poids des injustices des politiques ou aveuglé par les ténèbres du sous-développement.

Le Qatar se prépare à accueillir la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement. Mon pays se réjouit d'une collaboration internationale qui offrira les fondements les plus larges possible à une paix tant politique que sociale. Nous espérons que la participation à la conférence se fera au niveau le plus élevé possible. L'objectif est ambitieux et le besoin est vital pour la sécurité et la paix de l'unique village mondial humain.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie l'Émir de l'État du Qatar de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Libéria.

*M<sup>me</sup> Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Libéria, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Johnson-Sirleaf** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale au nom du Gouvernement et du peuple libériens pour la deuxième fois depuis ma prise de fonctions en 2006.

Je vous félicite, M. Miguel d'Escoto Brockmann, ainsi que votre pays, le Nicaragua, de votre élection en tant que Président de la présente soixante-troisième session historique. Il va sans dire que vous tirerez parti de votre vaste expérience pour mener à bien cette session. Soyez assuré du plein soutien et de l'entière coopération de la délégation libérienne.

Permettez-moi aussi de saisir cette occasion pour rendre hommage à votre prédécesseur, M. Srgjan Kerim de la République de Macédoine, pour la manière exemplaire avec laquelle il a dirigé cet organe au cours de l'année écoulée.

De même, je voudrais féliciter le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour la vision et la sagesse dont il fait montre pour s'acquitter de son mandat. Le peuple libérien se souvient avec émotion de sa visite à Monrovia dans le courant de cette année, lorsque mon peuple lui a fait part de son respect et de sa gratitude à l'égard de l'ONU, qui a apporté un appui exceptionnel à mon pays en tant que garant de la paix dont nous jouissons désormais après 14 années de guerre.

Au cours de nos 161 années d'existence en tant que première république indépendante de l'Afrique, nous avons navigué pendant près d'un siècle dans les eaux troubles du racisme, du colonialisme, des préjugés, de l'avilissement humain et du sous-développement. Nous avons connu une guerre qui a tué près de 8 % de notre population et en a déplacé 40 %, une guerre qui a détruit notre économie sous-développée et nos infrastructures déjà insuffisantes. En traversant toutes ces épreuves, le Libéria a pu apprécier à sa juste valeur l'ONU en tant qu'instance fondamentale, pertinente et importante et en tant qu'instrument de la paix dans le monde.

Au cours de ses 63 années d'existence, l'ONU a élargi son champ d'action, sa forme et son contenu. Elle se concentre principalement à juste titre sur la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Sur la base de son expérience de Membre fondateur, le Libéria est déterminé à contribuer à la redéfinition de la paix et de la sécurité internationales auxquelles il est très attaché et exige la promotion de la croissance économique et du développement durable, notamment la sécurité alimentaire, l'allègement du fardeau de la

dette, la mondialisation et des pratiques commerciales loyales.

Nous croyons à un environnement de paix et de sécurité qui lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, et favorise l'élimination de la pauvreté et le respect des droits de l'homme, notamment des femmes et des enfants. Nous croyons à la lutte contre le terrorisme international, les stupéfians et les autres crimes internationaux, et nous croyons au désarmement, notamment à l'élimination des armes nucléaires et au contrôle des armes légères et de petit calibre.

L'histoire et l'expérience du Libéria nous ont enseigné qu'il fallait avoir foi dans l'ONU, qui maintient près de 11 000 hommes et femmes venus du monde entier pour aider notre pays à consolider sa paix nouvellement acquise. Nous voudrions remercier le Conseil de sécurité, qui a compris à juste titre qu'il était nécessaire de renouveler le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL). Nous remercions en particulier les pays fournisseurs de ressources car, sans eux, nous n'aurions jamais pu sauver les vies que nous sauvons et promouvoir le développement que nous encourageons.

Notre histoire et notre expérience nous ont enseigné qu'il fallait croire à la paix, à la sécurité et à la coopération. Les Libériens disent encore avec passion : « Merci à Dieu de nous avoir donné l'ECOMOG » – le Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) – en faisant référence à notre guerre durant laquelle les jeunes hommes et femmes des pays de la CEDEAO, dirigée par le Nigéria, y compris le Sénégal, le Ghana, la Guinée, la Sierra Leone, le Mali et le Bénin, ont donné leurs vies pour sauver notre pays. Une mission militaire dirigée par le Nigéria, la Mission de la CEDEAO au Libéria, a, par la suite, servi de tremplin pour la création de la MINUL. Nous serons toujours reconnaissants à la CEDEAO, qui se consacre désormais à son principal objectif d'intégration et de développement économique.

Nous croyons également à notre organe sous-régional, l'Union du fleuve Mano, qui se compose du Libéria, de la Guinée, de la Sierra Leone et désormais de la Côte d'Ivoire, qui nous a rejoints dans le courant de l'année. Le bassin du fleuve Mano a été, comme cela est bien connu, l'épicentre des conflits qui ont déchiré l'Afrique de l'Ouest depuis 1990. En ma qualité de Présidente en exercice de l'Union du fleuve

Mano, je peux dire au nom de mes collègues que les pays de ce bassin ont déclaré « jamais plus la guerre, et jamais plus toutes les formes de violence armée ». L'Union du fleuve Mano sera donc un exportateur de paix et de tous les bienfaits qui accompagnent la paix en Afrique de l'Ouest.

Je suis fier de dire que l'histoire et l'expérience du Libéria nous ont enseigné à ne jamais passer sous silence notre opposition aux guerres et à leurs causes, à la cruauté des hommes à l'égard des autres hommes, à l'oppression, au racisme, aux violations des droits de l'homme, notamment contre les femmes et les enfants, ainsi qu'aux exactions fondées sur la race, la croyance et la religion.

Nous savons, ce faisant, que nous ne ferons pas toujours allégeance à la ligne du parti, qu'il s'agisse de l'Afrique, des questions africaines ou des positions de nos alliés les plus proches. Nous continuons de demander à nos amis de comprendre que nous serons guidés par nos principes, notre histoire et notre expérience pour agir dans l'intérêt de notre peuple et de la communauté mondiale dans son ensemble.

C'est dans ce contexte que nous avons pris position sur la situation au Zimbabwe, parce que nous étions convaincus que les dirigeants de ce grand et merveilleux pays avaient besoin de savoir que des élections et une participation politique équitables sont les meilleurs garants d'une paix durable. Mon gouvernement tient à remercier les dirigeants du Zimbabwe et son peuple d'avoir choisi la voie de la négociation pour parvenir à l'accord global qui a été conclu. Nous remercions les dirigeants de la Communauté de développement de l'Afrique australe, en particulier le Président sud-africain Thabo Mbeki, pour son rôle de facilitateur dans les négociations de paix. Puissent tous les Zimbabwéens contribuer à la pleine mise en œuvre de l'accord!

L'année dernière, l'Afrique a enregistré une croissance économique sans précédent et a connu une paix relative dans de nombreuses régions et pays jusque-là troublés. Malheureusement, en Somalie, dans certaines parties du Soudan, en particulier dans la région du Darfour, au Tchad, au Niger, en République démocratique du Congo et dans d'autres pays, les populations attendent encore de respirer l'air du soulagement et de la paix. Elles ont besoin des efforts concertés et de l'appui de l'ONU pour que l'Union africaine et les organismes sous-régionaux prennent les mesures nécessaires pour instaurer la paix. S'il est

prouvé qu'il y a absence de coopération avec – et même agression contre – les forces de la paix, le monde ne doit pas hésiter à recourir au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Comme nous l'avons vu au Libéria et dans le monde entier, les conflits armés sont exacerbés par la facilité avec laquelle on peut se procurer des armes légères et de petit calibre. En conséquence, dans le cadre des efforts déployés pour instaurer une paix durable dans les zones de conflit, nous devons prévoir des mesures rigoureuses pour assurer une maîtrise efficace de ces armes. À cet égard, mon gouvernement est favorable au traité sur le commerce des armes. Nous continuerons de soutenir l'appel au désarmement nucléaire total et complet afin d'éviter que le monde ne s'autodétruise.

Ces craintes ne sont pas sans fondement, si nous imaginons ces armes dans les mains d'un terroriste. Mais la menace du terrorisme, la destruction inutile de la vie d'innocents et de biens, défie souvent l'imagination. Le monde doit s'unir pour lutter contre ce fléau. Aucun pays ni personne n'est protégé contre lui. Ceux qui ressentent suffisamment de colère pour commettre ces actes odieux trahissent leurs propres objectifs, puisqu'ils en viennent à tuer ceux qui seraient prêts à demander au monde d'entendre les causes qu'ils défendent. Ils finissent vraiment par tout perdre. Nous pleurons avec ceux qui ont perdu des êtres chers dans les attentats terroristes commis au Pakistan, au moment même où le monde est réuni ici.

Tandis que certains fomentent des actes odieux, il y a ceux qui œuvrent avec le Libéria et le reste de l'Afrique pour lutter contre la pauvreté et promouvoir une coopération internationale positive à tous les niveaux. Nous sommes reconnaissants de toutes les possibilités fournies pour la coopération. Nous remercions les États-Unis de leur loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique, qui vise à promouvoir le commerce plutôt que l'aide; nous remercions l'Union européenne de son initiative « Tout sauf les armes »; nous sommes reconnaissants pour le Forum sur la coopération Chine-Afrique; nous remercions le Gouvernement japonais et ses partenaires d'avoir dirigé la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique; et nous savons gré à d'autres qui cherchent de nouveaux moyens d'assurer le développement durable. Nous notons avec plaisir que nos efforts de coopération comprennent des initiatives propres à l'Afrique et des initiatives Sud-Sud, qui ont déjà remporté de grands succès.

Au-delà de l'Afrique, mon gouvernement pense sérieusement qu'une solution durable peut être trouvée au conflit israélo-palestinien et israélo-arabe. À la fin de l'année dernière, j'ai eu l'occasion de me rendre à Tel-Aviv et à Ramallah et de participer à des pourparlers avec des dirigeants israéliens et palestiniens. Des conversations et des rapports relatifs à d'autres efforts inlassables visant à instaurer la paix, j'ai compris que la solution prévoyant deux États, aux frontières sûres et reconnues et se reconnaissant mutuellement, est la voie à suivre. Nous ne devons jamais cesser d'œuvrer pour tenter de mettre officiellement fin au conflit et d'instaurer une paix durable pour tous dans la région.

Je voudrais maintenant parler brièvement du Libéria, pays pour lequel, nous osons le dire, il est très probable que l'ONU obtienne les meilleurs résultats qu'elle ait jamais réalisés. Le 19 septembre 2006, environ huit mois après avoir accédé à la présidence du Libéria en tant que première femme à être élue à cette fonction en Afrique, je me suis adressée à cet organe, en exposant ma vision pour un pays qui a souffert d'une dévastation presque totale, un pays qui était le meilleur exemple d'un État proche de l'effondrement. J'avais alors déclaré que le Libéria était de retour, avançant irréversiblement vers la paix et le développement.

Aujourd'hui, je suis venue renouveler cette promesse. Je suis venue exposer l'ampleur des progrès réalisés face à ce dont nous avons hérité. Il faut rappeler que nous avons hérité d'une situation dans laquelle près de deux tiers des Libériens vivaient en dessous du seuil de pauvreté, avec même un taux de pauvreté plus élevé dans les régions rurales. L'économie s'était effondrée, le produit intérieur brut ayant chuté de 90 % de 1987 à 1995, chute libre économique encore inégalée dans le monde entier. Les indicateurs pour la santé, l'éducation, l'eau, l'hygiène, la sécurité alimentaire et les infrastructures étaient très médiocres et parfois non mesurables.

Mon gouvernement, avec l'appui de partenaires internationaux, a commencé à prendre des mesures pour redresser l'ensemble du pays. Il était nécessaire, premièrement, de donner une direction claire sous la forme d'une vision ou d'un programme national, formulé et mis en œuvre par la population elle-même; deuxièmement, de rétablir la réputation internationale et la solvabilité du pays; et troisièmement, de donner à la population une direction suffisamment forte, engagée et déterminée.

Le Gouvernement, en collaboration avec la société civile, s'est engagé dans de vastes consultations avec la population dans toutes les régions du pays. Il en a résulté un cadre pour lutter contre la pauvreté et avancer dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Notre stratégie pour la réduction de la pauvreté pour la période 2008-2011 est en place, fermement orientée vers la consolidation de la paix et la sécurité, la revitalisation de l'économie, le renforcement de la gouvernance et de l'état de droit, ainsi que la reconstruction des infrastructures et la fourniture de services de base.

À l'évidence, ces trois années n'ont pas été suffisantes pour accomplir les tâches ambitieuses énoncées dans notre stratégie pour la réduction de la pauvreté; elles font partie d'un processus visant au développement à long terme qui se poursuivra bien au-delà de 2011. Elles font partie d'un processus qui doit définir des réponses efficaces aux crises alimentaire et énergétique et aux effets encore non déterminés des changements climatiques. Cependant, le peuple libérien fait de plus en plus confiance à la stratégie, car il constate que notre politique de sécurité nationale, appuyée par l'ONU, produit maintenant les résultats souhaités.

Les Libériens savent aussi que notre croissance, partant d'un niveau très bas, a atteint un taux de plus de 9 % en 2007. Les routes et les bâtiments se multiplient dans de nombreux endroits; des centres de santé rouvrent leurs portes ou sont créés là où il n'en n'existait pas; la production agricole augmente; et une dette extérieure énorme est en bonne voie d'être annulée, avec l'appui exceptionnel de nos partenaires.

Nous pensons qu'en si peu de temps, c'est une véritable réussite pour un pays émergeant de tant de destruction. Mais nous le devons avant tout à notre peuple, le peuple libérien, et, d'un point de vue stratégique et dans une grande mesure, à la communauté internationale, avec l'ONU à sa tête. La présence de la Mission des Nations Unies au Libéria a donné à la population l'espoir qu'elle ne devait pas se résigner devant la menace à la paix et au développement que représente la forte proportion de jeunes sans emploi, qui n'ont pas été absorbés par une économie encore trop faible, en dépit de son niveau élevé de croissance.

Je viens d'un continent où il est impensable dans certains endroits de donner à une femme la direction de quoi que ce soit, en particulier d'un État ou d'un

gouvernement. Je n'ai que quelques collègues de sexe féminin au niveau mondial. Pour contribuer à sensibiliser le monde et à le dynamiser face à la réalité qu'une femme peut diriger, mon amie et collègue, M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la Finlande, et moi-même avons pris l'initiative d'organiser un colloque international sur l'autonomisation, le rôle de chef de file et le développement des femmes, qui aura lieu à la date de la Journée internationale de la femme, en mars 2009, à Monrovia. Je pense que cela nous donnera l'occasion de déployer des efforts particuliers en faveur des femmes qui souhaitent accéder à une charge publique élective et encourager les autres à le faire.

*M. Golding (Jamaïque), Vice-Président, assume la présidence.*

Pour terminer, je voudrais remercier le Président du travail admirable qu'il accomplit, lui et ses collègues, pour créer un monde destiné aux générations à venir. Je voudrais également dire sans ambages que le Libéria est non seulement de retour sur la scène, mais que notre situation s'est améliorée et que nous sommes bénis du ciel. Nous remercions tous ceux qui ont contribué à ces progrès.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Libéria de la déclaration qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Abdullah Gül, Président de la République de Turquie**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Turquie.

*M. Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**M. Gül (Turquie) (parle en anglais) :** D'emblée, je voudrais adresser mes sincères félicitations à

M. Miguel d'Escoto Brockmann pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Je voudrais également, à cette occasion, rendre hommage au Président de l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session, M. Srgjan Kerim, pour la manière admirable avec laquelle il s'est acquitté de sa tâche.

La Turquie considère que la Charte des Nations Unies reflète les aspirations et la conscience communes de l'humanité. L'Organisation des Nations Unies fournit une direction politique et morale aux actions que nous entreprenons en vue d'établir un ordre international juste – un ordre meilleur qui permettrait de prévenir de nouveaux conflits, garantirait le respect des droits de l'homme et permettrait une répartition des richesses plus juste et durable.

Dans ce contexte, je pense que la tâche la plus urgente de la communauté internationale consiste à combler sans plus attendre l'énorme fossé qui existe entre les plus nantis et les moins favorisés. Nous avons, certes, réalisé des progrès considérables dans cette direction, notamment vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; mais notre lutte commune contre la pauvreté, l'analphabétisme, les épidémies, la mortalité infantile et les changements climatiques est loin d'être gagnée. Bien au contraire, suite aux fluctuations des prix du carburant, à la crise alimentaire et à la récession économique mondiale, l'environnement en matière de développement et de sécurité est devenu plus difficile encore. Dans ces circonstances, la lutte contre le terrorisme, le racisme, la xénophobie et toutes les formes de discrimination et d'extrémisme religieux revêt une importance particulière.

Il nous faut en effet demeurer extrêmement vigilants face au risque de voir les différentes cultures et religions s'éloigner plus encore les unes des autres. Dans ce contexte, nous considérons que l'initiative Alliance des civilisations, que nous avons coparrainée avec l'Espagne sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, représente un instrument important qui peut nous aider à éviter de prendre cette dangereuse voie.

La Turquie continuera de montrer l'exemple pour ce qui est de promouvoir les objectifs énoncés par cette initiative qui bénéficie de l'appui du monde entier, notamment de l'Union européenne et de l'Organisation de la Conférence islamique. Nous espérons que le Groupe des amis de l'Alliance des civilisations,

composé désormais de 14 organisations internationales et de 76 pays qui représentent différentes régions, de l'Amérique latine à l'Afrique et à l'Asie, continuera de s'agrandir. Dans le même ordre d'idées, nous attendons avec intérêt d'accueillir la seconde rencontre du Forum de l'Alliance des civilisations, qui se tiendra en avril prochain à Istanbul.

Je l'ai dit, une priorité absolue de notre ordre du jour est de trouver des solutions aux problèmes du monde en développement. Il est évident que les pays en développement doivent obtenir toute l'aide dont ils ont besoin pour parvenir au développement durable. Ils doivent être appuyés dans le cadre d'un nouveau programme mondial de développement et grâce à une augmentation des investissements étrangers et des facilités commerciales. Pour sa part, la Turquie s'efforce de contribuer à cette entreprise, avant tout en améliorant son aide au développement. La Turquie propose également des facilités particulières en matière de développement, de santé, d'éducation et apporte un soutien à des projets agricoles dans plusieurs régions du monde. Ainsi, grâce à ces programmes d'aide qui grandissent rapidement, la Turquie est aujourd'hui considérée par la communauté internationale comme l'un des nouveaux pays donateurs.

La Conférence ministérielle des pays les moins avancés, patronnée par l'ONU, que la Turquie a accueillie à Istanbul l'année dernière, a mis en lumière notre engagement vis-à-vis de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Nous proposons maintenant d'organiser la quatrième Conférence ministérielle. De même, le tout premier Sommet pour la coopération entre la Turquie et l'Afrique, tenu le mois dernier à Istanbul, a permis d'explorer les nouvelles possibilités de coopération avec le continent africain.

La Turquie est également déterminée à lutter contre les changements climatiques, phénomène qui a des conséquences pour le monde entier, mais particulièrement pour les pays en développement. Sur la base de cette conviction, nous participons activement aux négociations visant à élaborer un nouvel accord mondial relatif aux changements climatiques, qui remplacera le Protocole de Kyoto.

Par ailleurs, la Turquie accorde une grande importance à la crise mondiale de l'eau. Nous espérons à cet égard que le Cinquième Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Istanbul en mars prochain, inspirera

une réflexion nouvelle et des mesures concrètes sur cette question essentielle.

Je voudrais maintenant passer aux problèmes politiques auxquels notre région est en proie, et je fais observer avec satisfaction que la Turquie contribue de manière active à la paix en facilitant le dialogue. Nous travaillons avec vigueur à établir un sentiment de contrôle commun des problèmes régionaux parmi nos voisins, par une série d'initiatives régionales de coopération. Encouragée par les liens solides qu'elle entretient dans la région, la Turquie a lancé une autre initiative dont l'objectif est de prévenir de nouveaux conflits d'éclater dans le sud du Caucase, récemment traumatisé. À cet égard, je pense que la Plate-forme pour la stabilité et la coopération dans le Caucase, proposée par la Turquie, pourrait représenter un cadre utile pour établir un climat de confiance dans la région, un climat de confiance qui permettra de lancer un dialogue sur nos problèmes communs dans un cadre démocratique.

À la lumière des impressions tirées des visites que j'ai effectuées chez nos voisins, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et de celles du Premier Ministre Erdoğan en Fédération de Russie et en Géorgie, il me semble que toutes les parties concernées accueillent favorablement cette idée; nous espérons qu'elles lui donneront une chance de porter des fruits. Je pense sincèrement que la perspective positive qui serait ainsi créée contribuera à régler des conflits gelés, notamment celui du Haut-Karabakh occupé, sur la base du respect du principe de l'intégrité territoriale. Il ne fait aucun doute qu'une telle perspective contribuera également à améliorer les liens bilatéraux entre les pays de la région.

*Le Président assume de nouveau la présidence.*

Il est aussi largement temps de régler les conflits du Moyen-Orient, au cœur desquels réside la question palestinienne. La Turquie appuie activement toutes les initiatives visant à trouver une solution durable à ce problème central et à alléger le fardeau du peuple palestinien. Elle déploie également tous les efforts possibles afin que nous progressions sur les voies de négociation avec la Syrie et le Liban. Les pourparlers de paix indirects que la Syrie et Israël ont entamés sous l'égide de la Turquie, en mai de cette année à Istanbul, en constituent un exemple récent.

En Iraq également, la Turquie se tient fermement aux côtés du peuple et du Gouvernement iraqiens. Parallèlement à nos entreprises bilatérales, je suis

particulièrement satisfait de constater que le processus des pays voisins, que j'ai lancé il y a cinq ans, fonctionne bien. Pour que les efforts de la communauté internationale soient couronnés de succès, le peuple iraqien doit aplanir ses divergences par le dialogue et le compromis sur les sujets controversés, parmi lesquels le statut final de Kirkouk.

L'Afghanistan est un autre pays où la Turquie investit beaucoup dans l'avenir d'une nation avec laquelle nous avons des liens historiques spéciaux. La Turquie continuera de contribuer à la sécurité du peuple afghan et à ses efforts de reconstruction. Nous poursuivrons également nos initiatives visant à créer un climat propice à l'appropriation et à la coopération régionales, en particulier entre le Pakistan et l'Afghanistan. C'est là quelque chose d'également vital pour la lutte commune contre le terrorisme et pour la stabilité de la région.

Enfin, un règlement urgent et pacifique de la question du programme nucléaire iranien, conformément aux normes de l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux obligations découlant du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et en respectant le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, demeure l'une des principales priorités du programme diplomatique actif de la Turquie.

Je suis également convaincu que les projets de solution aux conflits individuels du Moyen-Orient seront viables uniquement si nous adoptons une approche globale fondée sur une vision positive du futur. C'est pourquoi j'invite toutes les parties à examiner sérieusement l'idée ancienne d'arrangements collectifs pour la prévention et le règlement des conflits, qui favoriseraient la sécurité et la stabilité régionales en renforçant la confiance, en facilitant le dialogue politique et en encourageant la coopération économique et culturelle au Moyen-Orient.

La Turquie appuie sans réserve les efforts diplomatiques déployés en vue d'un règlement politique à Chypre. La solution réside dans la création d'un nouvel État de partenariat composé de deux États constituants de statut égal. Le processus aboutissant à cet objectif devrait être basé sur les paramètres de bizonalité de l'ONU et l'égalité politique des deux parties. Nous saluons et soutenons fermement les négociations de règlement global qui ont récemment débuté entre les deux dirigeants, grâce aux bons offices du Secrétaire général.

En même temps, j'estime qu'il y a maintenant longtemps que nous attendons des efforts pour mettre fin à l'isolement injuste des Chypriotes turcs qui ont courageusement voté pour le Règlement global du problème de Chypre en 2004 – plan malheureusement rejeté par l'autre partie.

Avant de terminer, je voudrais insister sur le caractère indispensable de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement de toutes ces questions. En effet, sans un organe mondial efficace et fonctionnel, il est impossible de réaliser les espoirs et attentes de nos nations. C'est la raison pour laquelle nous attachons la plus haute importance à la réforme et à un nouveau renforcement du système des Nations Unies dans son ensemble. C'est également pourquoi la Turquie accroît constamment son engagement et ses contributions en faveur de tous les aspects de l'ordre du jour de l'ONU, ce qui va du développement au maintien de la paix, en passant par les droits de l'homme.

C'est d'ailleurs au titre de ce sens des responsabilités que la Turquie a décidé de proposer sa candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour 2009 et 2010. Voilà bientôt un demi-siècle que la Turquie n'a pas été représentée au Conseil, et nous estimons que les grands axes de notre politique étrangère, outre nos richesses économiques, sociales et culturelles, nous permettront d'apporter de la valeur ajoutée aux travaux du Conseil. J'espère que l'Assemblée générale, avec son appui précieux, nous fera l'honneur de donner à la Turquie l'occasion de le faire.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Turquie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République argentine.

*M<sup>me</sup> Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, et je lui donne la parole.

**La Présidente Fernández de Kirchner** (*parle en espagnol*) : En tant que première femme chef de l'État dans l'histoire de mon pays, je voudrais prendre la parole devant cette Assemblée en parlant d'abord des droits de l'homme. Les membres savent que, pour mon pays, la politique de respect total des droits de l'homme est l'une de nos politiques d'État.

Dans ce contexte, je voudrais appeler instamment à ce que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées – qui a été si énergiquement promue par mon pays et que j'ai cosignée, en tant qu'épouse du Président de la République argentine, l'an dernier à Paris, avec 73 autres délégations – soit ratifiée par tous les pays qui y ont adhéré. Jusqu'à présent, seuls quatre pays – Argentine, Albanie, Mexique et Honduras – l'ont ratifiée. Je sais que la République française s'appête à le faire, mais il est absolument indispensable que nous nous engagions tous fermement à faire en sorte que l'inviolabilité de la personne humaine soit définitivement l'un des principes directeurs de tous les États.

À cet égard, je voudrais également mettre en avant l'Initiative sud-américaine pour l'identification des personnes disparues, et dire qu'avec la Fondation guatémaltèque d'anthropologie légale, l'Équipe argentine d'anthropologie légale et l'Équipe péruvienne d'anthropologie légale, nous promouvons cette initiative visant à créer une banque de données sur l'identité génétique qui nous permettrait de comptabiliser de manière précise les violations des droits de l'homme et de dûment identifier les victimes.

Pour nous, c'est un témoignage inestimable que celui des femmes qui sont ici avec nous aujourd'hui dans l'Assemblée, ces membres de *Las Abuelas de Plaza de Mayo*, les grands-mères de la Place de mai, qui ont eu les premières l'idée de créer une banque de données sur l'identité génétique. Ces femmes ont réussi à sortir de l'oubli 95 de leurs 500 petits-enfants, qui étaient les enfants de détenus politiques disparus sous la dernière dictature argentine.

L'œuvre accomplie par ces femmes est le témoignage vivant qu'il est possible, même contre l'adversité et contre tout ce qu'a signifié le terrorisme

d'État, non seulement dans mon pays mais également dans d'autres républiques, de s'opposer à la mort et de lutter pour la vie. Le fait que ces enfants aient été retrouvés montre qu'il est possible et nécessaire d'appuyer ce genre d'initiatives, ainsi que le travail accompli pour identifier les victimes de la guerre dans les Balkans et les victimes de l'attentat du 11 septembre contre le World Trade Center.

En ce qui concerne la lutte contre l'impunité, qui est une politique nationale en République argentine, nous ne saurions omettre de mentionner une question qui, pour nous, constitue indubitablement un autre moment de cette lutte sans fin. Mon pays, la République argentine, a été victime de deux attentats terroristes en 1992 et en 1994, le premier contre l'Ambassade d'Israël et le second contre le bâtiment occupé par l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA).

L'an passé, devant cette même Assemblée, mon prédécesseur, le Président Kirchner, a demandé à INTERPOL d'approuver les mandats d'arrêt émis par le Ministère de l'intérieur de mon pays contre plusieurs citoyens iraniens accusés d'avoir participé à l'attentat contre le bâtiment de l'AMIA. Cela fut chose faite quelques jours plus tard et des mandats d'arrêt internationaux furent donc émis. Je demande à la République islamique d'Iran de bien vouloir y donner suite, conformément au droit international, de sorte que le système de justice argentin puisse juger ces personnes accusées lors de procès publics et transparents et avec toutes les garanties qu'offre un système démocratique.

Devant tous les pays du monde rassemblés en cette Assemblée, et forte de la conviction qui a toujours été la mienne qu'il faut respecter l'innocence d'une personne tant que celle-ci n'a pas été jugée et condamnée par un tribunal compétent, j'affirme solennellement que ces citoyens auront droit à un procès public équitable, avec toutes les garanties que prévoit la législation argentine en vigueur, ainsi que sous le contrôle de la communauté internationale, ce qui, par conséquent et de manière appropriée compte tenu de la gravité des faits, garantit à la République islamique d'Iran que le procès sera équitable, juste et transparent.

C'est pourquoi je demande à nouveau instamment que, conformément au droit international et parce que garantir l'accès à la justice est l'aune à laquelle se mesure notre respect de la vérité, de la justice et de la

vérité, il soit accédé à la requête du système judiciaire argentin, approuvée par INTERPOL. Voilà qui contribuerait à n'en pas douter à faire toute la vérité non seulement pour les Argentins mais aussi pour toute la communauté internationale, en ces temps où la vérité et la justice sont des valeurs qui tendent à nous échapper au plan international.

Depuis cette tribune, et comme nous le faisons depuis 2003, je voudrais aussi plaider à nouveau en faveur d'une réforme des instances multilatérales, à savoir bien entendu l'ONU, celle qui nous rassemble tous, mais aussi les institutions financières internationales. Réformer notre Organisation à tous est nécessaire pour faire revivre un multilatéralisme aujourd'hui disparu, ce qui rend notre monde beaucoup moins sûr. Réformer notre Organisation n'est pas une question relevant seulement d'une certaine approche dogmatique du monde, mais aussi d'une nécessité concrète et réelle pour tous les États, que les activités menées par l'ONU soient fonctionnelles, opérationnelles et orientées vers les résultats.

Dans ce contexte, je voudrais humblement citer notre région, l'Amérique du Sud, en exemple, puisque nous avons récemment montré comment il est possible de reconstruire le multilatéralisme, et ce malgré les divergences de vues et d'approches des gouvernements des différents États qui composent la région.

Je me tourne ici vers le Président Evo Morales, Président légitime de cette République sœur qu'est la Bolivie, pour lui dire qu'il y a quelques jours l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) s'est réunie et a appuyé la légitimité démocratique de son pays lors d'un exercice concret de multilatéralisme où tous les chefs d'État, qui n'ont pourtant pas toujours la même vision ni les mêmes intérêts au moment de prendre des décisions, ont adopté à l'unanimité une résolution et un plan d'action pour soutenir cette République sœur, assaillie par ceux qui ne respectent pas la volonté démocratique du peuple, lequel s'est pourtant librement exprimé par les urnes.

Ce n'est pas le seul exemple de multilatéralisme dont nous puissions nous prévaloir. Ainsi, lors du différend survenu entre les Républiques sœurs de l'Équateur et de la Colombie, les chefs d'État du Groupe de Rio, réunis en République dominicaine, ont réussi à endiguer une crise qui en un autre moment, à la lumière de l'histoire, aurait autrement sans nul doute dégénéré en un conflit armé entre deux nations sœurs.

Je veux ainsi dire que la pratique du multilatéralisme n'est pas pour nous un discours de circonstance, mais bien une conviction profonde et, au-delà, une architecture politique concrète et objective qui montre que, dans ces régions que l'on qualifie souvent d'émergentes, nous sommes capables de donner l'exemple en matière de dispositifs multilatéraux permettant de surmonter les conflits.

L'autre réforme que nous avons toujours encouragée est la réforme des organismes de crédit multilatéraux, qui est essentiellement la réforme d'un modèle économique qui a placé la création de richesses au cœur d'une économie fictive et du monde de la finance. Ces derniers jours montrent que ces questions et ces positions n'étaient pas le produit d'un préjugé idéologique ou de dogmes obtus, mais de l'observation objective et ponctuelle des événements.

Aujourd'hui, on ne peut plus parler de « l'effet caipirinha » ou de « l'effet tequila » ou de « l'effet riz », ou de l'effet qui indiquait toujours que la crise venait des pays à économie naissante pour se diriger vers le centre. Aujourd'hui, s'il nous fallait donner un nom à cet effet, nous pourrions peut-être l'appeler « l'effet jazz », car il part du centre de la première économie mondiale et se répand au reste de la planète. Ce n'est pas une situation qui nous remplit de joie ou d'allégresse.

Nous considérons au contraire qu'il s'agit là d'une chance historique de revoir nos comportements et nos politiques, car pendant que le Consensus de Washington était en vigueur, on nous affirmait, à nous, pays d'Amérique du Sud, que le marché était la solution de tous les problèmes, que l'État n'était pas nécessaire, que l'interventionnisme gouvernemental tenait à la nostalgie de groupes qui n'avaient pas compris l'évolution de l'économie. Mais nous assistons aujourd'hui à l'intervention gouvernementale la plus importante de mémoire d'homme, une intervention qui vient du pays même qui nous disait que l'État n'était pas nécessaire, et qui plus est dans le contexte d'un déficit budgétaire et commercial phénoménal.

Mon pays, la République argentine, – qui, s'il poursuit sa croissance aux taux qu'il connaît depuis 2003, réalisera cette année le cycle de croissance économique le plus important de ses 200 ans d'histoire – a toujours soutenu que la présence de l'État était nécessaire, essentiellement parce que le marché n'assigne pas de ressources aux secteurs les plus vulnérables de la société et parce que nous

considérons fondamentalement que l'État joue un rôle charnière entre les intérêts de la société et, précisément, les intérêts du marché.

Depuis 2003, l'Argentine, dont la dette équivalait à 160 % de son produit intérieur brut (PIB), a réduit cette dette à 50 % de son PIB. Nous avons remboursé l'intégralité de notre dette au Fonds monétaire international. J'ai annoncé il y a 15 jours environ que nous allons solder définitivement notre dette vis-à-vis du Club de Paris, dont la date butoir remonte au 10 décembre 1983, l'année même où notre premier Président démocratique a pris ses fonctions après la dictature. Hier ici à New York, au Conseil des relations extérieures, j'ai annoncé que l'Argentine avait reçu une proposition de trois banques très importantes qui représentent des obligataires qui n'ont pas participé à l'échange d'obligations de 2005 et qui, en outre, proposent de le faire à des conditions plus favorables pour mon pays, l'Argentine, que ce qui s'est fait en 2005.

Et donc, nous croyons non seulement que notre stratégie a été la bonne, mais que nous devons tous revoir, dans un esprit de grande humilité intellectuelle, ce qui au fond est en train de se passer aujourd'hui sur les marchés et chercher des solutions pour remédier à cette situation. Nous, les pays à économie naissante, avons un grand avantage, à savoir qu'aucune agence de notation, pas plus que le Fonds monétaire international, ne viendra nous dire ce que doit faire ce grand pays dont la croissance s'est faite sur la base d'une économie réelle et qui aujourd'hui a des problèmes dus à l'économie fictive, à l'économie de casino, d'un pays qui croyait que seul le capitalisme pouvait produire de l'argent. J'ai toujours dit que le capitalisme a été imaginé pour gagner de l'argent, mais à partir de la production de biens, de services et de savoirs. L'argent seul ne produit pas d'argent. Il doit nécessairement passer par le circuit de la production, du travail, du savoir, des services et des biens pour générer ensuite, dans un cycle vertueux, le bien-être de la société tout entière.

Enfin, je voudrais faire mention d'une question qui touche non seulement mon pays, mais qui, au-delà de sa situation géographique, concerne aussi l'Assemblée et qui tient à la nécessité de commencer le XXI<sup>e</sup> siècle sans enclaves coloniales. Je fais expressément référence à la question de nos îles Malouines que, malgré les résolutions adoptées par cet organe, malgré toutes les mesures prises ici pour que le Royaume-Uni accepte, conformément à ce que stipule

l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, de négocier la paix entre les parties, ce pays refuse absolument d'examiner avec l'Argentine.

Je crois qu'un membre du Conseil de sécurité qui est l'une des principales nations du monde à défendre la liberté, les droits de l'homme et la démocratie doit prouver de manière concrète qu'il ne fait pas que prononcer de beaux discours, mais qu'il est fondamentalement convaincu qu'il faut en finir avec cette situation honteuse, reliquat, en plein XXI<sup>e</sup> siècle, de l'époque coloniale. Je voudrais demander encore une fois, comme l'ont fait les divers présidents qui m'ont précédé – car les Malouines sont également pour les Argentins une politique nationale – la coopération que cet organe nous a toujours accordée pour exhorter une fois de plus le Royaume-Uni à se conformer au droit international et, en fait, à démontrer qu'il tient véritablement à édifier un monde et une citoyenneté autres.

Enfin, je voudrais m'adresser à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont des responsabilités gouvernementales d'ordre institutionnel dans les différents organes étatiques de leurs pays respectifs pour qu'ils et elles préconisent la transformation de la politique internationale, afin qu'elle puisse trouver sa pleine expression. La réforme des instruments que nous demandons n'est pas seulement une question de formules ou de changements cosmétiques qui cacheront avec peine le fait que tout continue de la même façon. La situation actuelle, la complexité du monde sur les plans alimentaire et énergétique, exige de notre part à tous que nous réexaminions nos attitudes et revoyions nos paradigmes. Nous devons accepter avec humilité la nécessité de construire un monde différent de celui qui est le nôtre aujourd'hui – un monde dans lequel le respect des droits de l'homme, de la volonté des peuples et de ceux qui sont différents, qui ne pensent pas comme nous ou qui ont un dieu différent, n'est pas seulement un catalogue de bonnes intentions dans la Charte des Nations Unies, mais une réalité qui est chaque jour un peu plus tangible.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République argentine de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Christina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

### **Allocution de M. Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Madagascar.

*M. Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Ravalomanana** : Il y a huit ans devant cette assemblée, nous, les leaders du monde, avons solennellement adopté les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il y a trois ans, nous avons discuté de ces objectifs pour mesurer les progrès accomplis. Nous nous sommes rendus compte que ces objectifs risquent de ne pas être atteints d'ici à 2015, et nous avons tous reconnu que seule l'augmentation considérable de l'aide et de nos efforts collectifs nous permettra d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Avons-nous tenu nos promesses et nos engagements? J'ai bien peur que non. Actuellement, la situation à laquelle nous sommes confrontés est plus complexe qu'il y a trois ans. Nous faisons face à une crise alimentaire mondiale, une crise économique mondiale et une crise mondiale en termes de sécurité à cause des conflits et des hostilités politiques qui affectent le monde. Malgré les efforts déployés pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres, les progrès accomplis pour la réalisation des OMD sont encore bien loin des objectifs fixés.

L'ampleur de ces crises mondiales menace de repousser les OMD au-delà de 2015. Si nous ne faisons rien, nous commettons une erreur fondamentale. Nous devons concentrer tous nos efforts sur la réalisation des OMD. J'apprécie beaucoup l'aide et l'assistance fournies par les bailleurs de fonds et les organisations internationales. Ces institutions et leurs programmes font la différence dans la vie quotidienne de la population, partout en Afrique et à Madagascar.

À Madagascar, par exemple, le taux de mortalité infantile a baissé de 159 à 94 %. Le taux de scolarisation dans les classes primaires a augmenté de

67 à plus de 92 %. Un million de Malgaches sont sortis de la pauvreté, au cours des cinq dernières années. Tout cela n'aurait pas été possible sans le soutien de la communauté internationale.

Malheureusement, l'aide publique au développement ne cesse de diminuer, et l'aide fournie par la communauté internationale est encore insuffisante. L'engagement d'allouer 0,7 % de PIB à l'aide publique au développement a été accepté pour la réalisation des OMD dans les pays en développement. Dans son rapport sur les besoins de développement de l'Afrique (A/63/130), le Secrétaire général souligne, à juste titre, que la plupart des pays donateurs riches n'ont pas respecté leurs engagements en faveur des pays les plus pauvres du monde. Le même rapport estime qu'il faudrait accroître le volume d'aide à 18 milliards de dollars par an pour tenir l'engagement de 50 milliards de dollars d'ici à 2010.

En Afrique, nous continuons à subir les conséquences des promesses non respectées. L'Afrique ne peut pas briser le cercle vicieux de la pauvreté. Les familles ont des difficultés à se nourrir. Le nombre de familles qui ont accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement appropriées est très limité. Je lance un appel aux pays donateurs : honorez vos promesses et faites preuve de leadership. Sensibilisez vos peuples pour que le soutien à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à la lutte contre la pauvreté soit une obligation morale et essentielle pour créer un monde plus stable et en paix.

Nous sommes tous conscients de la crise alimentaire mondiale actuelle. Pour nous, comme pour les autres pays, c'est un lourd fardeau qui représente de nouveaux défis. La crise alimentaire est due, en partie, aux politiques nationales de subventions agricoles et aux politiques tarifaires des pays développés. Depuis des années, ces pratiques ont découragé la production agricole dans les pays en développement. En Afrique, nous sommes dans une situation très difficile. Nous sommes dépendants du marché international pour nourrir nos peuples, car notre production agricole est très faible. Mais avec la flambée des prix des denrées alimentaires, nous ne pouvons pas subvenir à nos besoins de base nécessaires pour survivre. Nous connaissons une crise sans précédent. La hausse continue des prix des denrées alimentaires pousse davantage de personnes vers une pauvreté absolue.

La communauté internationale doit prendre des mesures urgentes et coordonnées, afin de combattre les impacts négatifs de la hausse croissante des prix des denrées alimentaires sur les pays pauvres et vulnérables. Les politiques commerciales mondiales doivent favoriser la sécurité alimentaire pour tous. Les pays développés doivent revoir leurs politiques de subventions agricoles et changer les stratégies et les pratiques qui contribuent à la volatilité des prix internationaux. La communauté internationale doit également aider les pays africains à développer l'agriculture et à accroître les investissements dans l'agriculture et les infrastructures nécessaires pour le développement rural.

Les nouvelles stratégies de développement agricole doivent tenir compte de la gestion de l'environnement, du développement durable et de la résistance des cultures aux maladies et aux aléas climatiques. À cause des impacts du changement climatique, la protection de la biodiversité joue un rôle important pour garantir une production performante durable, à l'avenir.

Les paysans producteurs, qui représentent plus de 80 % de la population, sont la clef du développement de l'Afrique. Nous devons les soutenir à travers plusieurs programmes axés sur la formation, l'accès au micro crédit et aux équipements agricoles, et au processus de marketing et de distribution. Ces paysans producteurs doivent être partie intégrante et bénéficier d'un nouveau modèle de production agricole, de développement économique et de gestion environnementale. À cet égard, j'apprécie, à sa juste valeur, la nouvelle dynamique des approches pragmatiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Je voudrais vous parler de ce que nous faisons à Madagascar pour relever les défis de la sécurité alimentaire : notre objectif principal est de rendre l'agriculture malgache plus productive, plus durable, et plus ouverte à l'innovation et à l'entrepreneuriat, comme le montre l'initiative des Futurs fermiers de Madagascar.

Par exemple, nous encourageons la vulgarisation du Système de riziculture intensive. Développé à Madagascar dans les années 80, le Système de riziculture intensive est une méthode de production qui respecte l'environnement. La promotion du Système de riziculture intensive est un élément important de la révolution naturelle, récemment lancée à Madagascar.

Notre révolution naturelle est basée sur une meilleure gestion de nos ressources naturelles et le maintien de l'équilibre écologique. Elle respecte les sols, l'environnement et la population. Pour le moment, comme le riz est la nourriture de base à Madagascar, nous essayons de maintenir le prix du riz domestique à un niveau abordable pour protéger les couches les plus vulnérables de la population.

En plus de cette crise alimentaire, nous devons faire face à d'autres défis majeurs : les changements climatiques, la hausse des prix de l'énergie, l'instabilité du marché financier et d'autres menaces à la paix et à la sécurité. Quelles sont les conséquences de ces menaces et défis?

Premièrement, ces menaces ont un impact sévère sur l'éducation, la santé, le bien-être et les conditions de vie de la population. Bref, elles ont un impact négatif sur notre développement. Deuxièmement, ces défis entrent en rivalité avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Une grande partie des ressources destinées à la réalisation des OMD sont maintenant utilisées à d'autres fins. Elles sont utilisées pour reconstruire des pays ravagés par les guerres ou ébranlés par des conflits sociaux. Elles sont également utilisées pour stabiliser les prix des denrées alimentaires, pour faire face aux demandes d'énergie et aux problèmes liés aux changements climatiques.

Je comprends que les pays dévastés par les guerres et d'autres conflits armés, par les catastrophes naturelles ou les famines ont besoin d'assistance. Je comprends et je soutiens les programmes de reforestation et la nécessité d'avoir de nouvelles centrales hydroélectriques. Ce que je ne comprends pas, pourtant, c'est que tous ces défis et menaces constituent des raisons évoquées pour ne pas tenir la promesse de doubler l'aide en faveur de l'éducation, de la santé et des infrastructures, afin de réaliser les OMD dans les pays en développement, en particulier en Afrique.

Pour cette raison, j'ai souligné à maintes reprises l'importance de l'aide internationale, surtout la nécessité d'augmenter, d'améliorer et de mieux coordonner cette aide si les pays donateurs veulent bien honorer les engagements auxquels ils ont souscrits antérieurement. Il y a des liens entre les objectifs du Millénaire pour le développement et les défis politiques, économiques, environnementaux et autres que j'ai mentionnés. Par conséquent, plus d'investissements pour la réalisation des OMD

contribueront à faire face à ces défis. En réalité, améliorer la situation des plus démunis est un des meilleurs moyens de les résoudre.

Cependant, nous devons admettre que ces défis ne seront pas résolus par le simple transfert des ressources d'un problème à l'autre. Il est clair que les autres défis exigent des ressources additionnelles et une meilleure coordination de nos actions. L'Afrique est le continent le plus sévèrement touché par la crise alimentaire, par l'augmentation des prix de l'énergie, par la dégradation de l'environnement, par les maladies et par la déstabilisation politique et sociale. C'est pourquoi je voudrais réitérer une fois de plus la nécessité d'un nouveau plan Marshall pour l'Afrique.

Il semble que de nombreux dirigeants du monde et l'opinion publique aient oublié ou négligé les OMD. Nous ne pouvons pas remplir le panier d'un groupe avec les avantages de la mondialisation d'une part, et vider le panier d'un autre à cause des coûts de la mondialisation, d'autre part. Il semble de plus en plus qu'on donne la priorité aux intérêts nationaux au détriment des besoins internationaux. Les résultats de la dernière réunion de l'Organisation mondiale du commerce l'ont prouvé.

Le manque de pouvoir en termes de prise de décision, au sein des institutions et des instances internationales, constitue un obstacle majeur au progrès dans les pays en développement et à la réalisation des OMD. Je souhaiterais voir une Organisation des Nations Unies qui peut mobiliser les ressources et la volonté politique pour s'attaquer aux problèmes les plus tenaces et y réussir.

Je suis optimiste. Je crois que nous pouvons renverser la situation. Je lance un appel aux leaders du monde. Il est nécessaire que tout le monde contribue à accroître les ressources sur le plan international : plus de bonne volonté, plus de motivation, plus d'assistance technique, plus de coordination, et surtout plus de moyens financiers. Si vous voulez le faire, si nous nous engageons tous à le faire, nous serons en mesure d'affronter ensemble ces crises, et nous pourrons atteindre les OMD. Et je suis sûr que nous allons gagner.

La récente Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) est un exemple encourageant et prometteur de l'engagement et de la bonne volonté de nos partenaires pour soutenir les efforts de développement de l'Afrique et la réalisation des OMD. Des fondations de plus en plus

nombreuses, telles que Gates, Rockefeller, MacArthur, Better U, Clinton et d'autres, jouent également un rôle important en Afrique. Toutes ces initiatives sont très appréciées.

Madagascar s'est engagée sur la voie de la transformation. Pour accélérer et mieux coordonner notre processus de développement et faire un saut qualitatif, nous avons créé le Madagascar Action Plan (MAP). Le MAP est un plan quinquennal audacieux et ambitieux. Il vise à promouvoir un développement rapide qui contribue à la réduction de la pauvreté et s'assure que le pays se développe en réponse aux défis de la mondialisation et conformément à la vision nationale, Madagascar naturellement, et aux objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons mobilisé toute la population pour sa mise en œuvre. Sa participation active renforce la fierté et le sentiment d'appropriation nationale.

Afin de nous aider à poursuivre nos efforts et à réaliser les OMD, la communauté internationale devra redoubler d'efforts à Madagascar. De notre côté, nous sommes déterminés à assumer nos responsabilités : établir la confiance avec nos partenaires; renforcer nos capacités; promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance; prendre en main l'avenir de notre pays.

Il est crucial de partager les responsabilités et de faire preuve de notre capacité de leadership pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Je voudrais lancer un appel aux dirigeants du monde pour faire face aux défis de changement de nos mentalités et de nos actions en faveur du développement, pour bâtir une nouvelle Afrique qui gagne, un continent d'espoirs et d'opportunités.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Madagascar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Boris Tadić, Président de la République de Serbie**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Serbie.

*M. Boris Tadić, Président de la République de Serbie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Boris Tadić, Président de la République de Serbie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Tadić** (*parle en anglais*) : En 1945, au lendemain du conflit le plus destructeur que le monde ait jamais connu, face à un avenir incertain placé sous la menace de l'anéantissement nucléaire, l'ONU a été créée par des hommes et des femmes qui avaient une vision stratégique. À San Francisco, mon pays siégeait fièrement parmi les fondateurs de l'Organisation.

Les hommes politiques courageux qui nous ont précédés ont créé cette Organisation avec la conviction que le droit international, fondé sur la doctrine de l'égalité souveraine des États, devait supplanter l'emploi de la force pour régler les différends entre les pays. Cette permanente conviction centrale des fondateurs doit être réaffirmée sans cesse. Il faut aussi réaffirmer leur but. Et l'obligation qu'ils nous ont transmise doit être poursuivie par tous avec un sens solennel de nos responsabilités.

Bien que le monde ait beaucoup changé depuis 1945, l'ONU demeure l'unique institution intergouvernementale universelle qui nous unit en tant que communauté mondiale d'États souverains. Au cœur de cette Organisation indispensable se dresse l'Assemblée générale, source ultime de la légitimité du système international. L'enceinte unique au monde qu'est l'Assemblée générale nous réunit en tant qu'égaux souverains, chacun agissant au nom d'un pays, disposant d'une voix, comme la Charte des Nations Unies le garantit.

Le caractère sacro-saint de la doctrine originelle de l'égalité souveraine et l'obligation contraignante qui l'accompagne de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque État constituent la nature même de la légitimité durable de l'ONU.

Cet état de choses n'a pas changé, et je pense qu'il ne doit pas changer, à moins que nous ne cherchions à réduire à néant la Charte et à bouleverser l'ordre juridique mondial sur lequel elle est fondée.

Je m'adresse à l'Assemblée générale en tant que président d'un pays qui se trouve au cœur de l'un des défis les plus dangereux pour la nature du système international qui aient été lancés depuis la création de l'ONU. Je parle de la déclaration unilatérale, illégale et illégitime d'indépendance des autorités albanaises de souche de notre province méridionale du Kosovo et de la Metohija, territoire qui est le creuset de l'identité du peuple serbe. C'est le lien essentiel entre notre fier passé national et notre fier avenir européen. C'est ce qui lie la tradition vivante de la Serbie à elle-même aujourd'hui.

La tentative de sécession a eu lieu le 17 février 2008, en violation directe de la Charte des Nations Unies, de l'Acte Final d'Helsinki et de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. Les dirigeants albanais de souche du Kosovo ont choisi de prendre cette mesure unilatérale après avoir quitté la table des négociations. Ils pensaient que s'ils quittaient la table des négociations, le chemin de l'indépendance s'ouvrirait à eux. Ils pensaient cela, parce que c'est ce qu'on leur a dit. Et ils le pensaient, parce qu'une date limite artificielle avait été fixée de l'extérieur pour les négociations, après laquelle, si l'on n'était pas parvenu à une solution de compromis, l'indépendance du Kosovo serait imposée.

Dans ces circonstances, une solution négociée n'a jamais été une option réaliste. Avec la fixation d'une date limite et une position par défaut qui satisfaisait les exigences maximalistes des Albanais de souche du Kosovo, quelle motivation avaient-ils à négocier avec la Serbie de bonne foi? Tout ce qu'ils devaient faire était de faire semblant de participer à un processus voué à l'échec et d'attendre que le temps passe.

Les motivations d'adopter une attitude maximaliste l'emportaient de loin sur les motivations de trouver un compromis. Le résultat a été le rejet de l'offre raisonnable de la Serbie de mettre en place une autonomie presque sans limite, l'autonomie la plus étendue que l'on puisse imaginer.

La déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo revient à une tentative de couper en deux un État Membre de l'ONU contre sa volonté et en dépit de la ferme opposition du Conseil de sécurité, dans le but de calmer une minorité ethnique instable et menaçante. En conséquence, la nature même du système international a été remise en question.

Comme chacun sait, il existe des dizaines de Kosovo de par le monde, qui attendent seulement que

la sécession soit légitimée et transformée en une norme acceptable. De nombreux conflits existants pourraient s'enflammer, des conflits gelés se rallumer, et de nouveaux éclater.

Nous avons entendu l'argument selon lequel le Kosovo est un cas *sui generis*, c'est-à-dire un cas unique. Mais la vérité, c'est que cela revient à dire que le Kosovo est une exception au droit international, que le Kosovo doit échapper aux règles qui régissent le comportement de la communauté internationale.

La République de Serbie rejette cette prétention, car elle pense qu'aucun peuple n'est autorisé à déclarer qu'il est une exception, en particulier lorsqu'il le fait en ignorant la position prise par le Conseil de sécurité.

Nous vivons un moment historique. Nous devons tous, unis, faire preuve de persévérance et de détermination face à une violation fondamentale du droit international.

La Serbie a répondu à la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo avec retenue et un grand sens des responsabilités. En dépit de l'effervescence politique, notre pays a poursuivi ses efforts pour contribuer à maintenir la stabilité régionale. Depuis le début même de cette grave crise, la Serbie a exclu l'emploi de la force. Et nous n'avons pas eu recours à d'autres options unilatérales, comme l'imposition de sanctions économiques contre notre province sécessionniste. Au lieu de cela, nous avons choisi une approche pacifique et diplomatique, qui a pour résultat qu'une grande majorité des États Membres de l'ONU se sont abstenus de reconnaître la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. Ils ont continué de se tenir à leur obligation, conformément à la Charte des Nations Unies, de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de mon pays. Au nom de la République de Serbie, je voudrais, une fois encore, remercier sincèrement ces pays d'avoir respecté les principes du droit international.

La Serbie propose un moyen conciliateur de réagir à la menace posée à son intégrité territoriale. Nous avons choisi de faire appel au droit. Nous rejetons catégoriquement la violence et l'unilatéralisme, mais nous demandons tout aussi catégoriquement que la justice soit rendue par les moyens juridiques appropriés dont dispose tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies. À cette fin, la République de Serbie a présenté un projet de résolution qui sera examinée à la présente session de l'Assemblée générale. Je tiens à insister sur le fait que

le texte de ce projet de résolution évite de prendre position, d'un point de vue politique, sur la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. Il demande plutôt, dans un langage simple et direct, à l'organe judiciaire principal des Nations Unies – la Cour internationale de Justice – de rendre un avis consultatif sur la question suivante : « La déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo est-elle conforme au droit international? »

Nous pensons que le renvoi de la question du Kosovo à la Cour internationale de Justice pourrait éviter que cette crise ne constitue un précédent extrêmement problématique, là où, dans le monde, des ambitions sécessionnistes existent. Nous pensons également qu'un avis consultatif de la Cour fournirait un avis politiquement neutre mais autorisé du point de vue juridique à de nombreux pays qui se demandent encore comment considérer la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo au regard du droit international.

Le vote des membres en appui à ce projet de résolution permettrait de réaffirmer un autre principe international fondamental en jeu : le droit de chaque État Membre de l'Organisation des Nations Unies de poser au tribunal compétent une question simple, élémentaire, sur une question qu'il considère comme étant d'une importance vitale. Voter contre ce projet de résolution reviendrait à dénier le droit de tout pays, maintenant ou à l'avenir, d'accéder à la justice dans le système des Nations Unies. Voter contre reviendrait à accepter qu'il n'y a rien à faire lorsque des sécessionnistes, où qu'ils se trouvent, proclament le caractère unique de leur cause et demandent qu'une exception soit faite à la portée universelle du droit international. Une telle attitude pourrait conduire à la disparition du système des Nations Unies tel que nous le connaissons. Voilà pourquoi je voudrais officiellement demander l'appui de chacun des États Membres à la proposition que la Serbie fait à l'Assemblée générale.

Tandis que la Cour internationale de Justice discute de la légalité de la déclaration unilatérale d'indépendance, la Serbie demeure un partenaire de bonne foi dans l'administration intérimaire de notre province méridionale. Mon pays accorde une grande importance à l'utilité d'une présence civile internationale remaniée, sous l'autorité générale des Nations Unies, ainsi que définie par la résolution 1244 (1999). Cette présence doit demeurer neutre vis-à-vis

du statut et ne saurait par conséquent se fonder sur ce qu'il convient d'appeler la proposition Ahtisaari, qui a été rejetée par la Serbie et n'a pas été approuvée par le Conseil de sécurité.

L'on sait bien que l'Union européenne (UE) s'est engagée à édifier le tissu institutionnel et social si nécessaire de notre province méridionale. Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus : mon pays est favorable à ce que l'Europe approfondisse son engagement partout en Serbie, y compris au Kosovo. Pour que la présence européenne au Kosovo s'inscrive dans un cadre acceptable et légitime, il est indispensable que son mandat soit approuvé par le Conseil de sécurité. Nous travaillons avec les États Membres et le Secrétariat pour veiller à parvenir à un consensus, dans un avenir proche, s'agissant de la présence civile internationale dans notre province méridionale.

Pour terminer, je tiens à souligner que la priorité stratégique de la République de Serbie est l'adhésion rapide à l'Union européenne. La Serbie souhaite adhérer à l'EU non seulement pour des raisons géographiques, de patrimoine et de prospérité économique, mais également à cause des valeurs que nous partageons. Elles constituent la grandeur extraordinaire de l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle et sont à la base de notre démocratie, de notre société et de notre conviction en ce que nous pouvons accomplir.

Nos valeurs communes mettent également en lumière l'importance de la réconciliation – une raison importante qui explique pourquoi la Serbie coopère pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Nous avons prouvé à maintes reprises notre engagement sans équivoque. Nous continuerons de le faire car tel est notre devoir – juridique, politique et moral – vis-à-vis des victimes, de nous-mêmes et, surtout, des générations à venir.

L'Europe est désormais la force qui unifie la région. La détermination sans faille de mon pays à adhérer à l'UE est partagée par tous les pays des Balkans occidentaux. Si nous choisissons, en tant que démocraties – d'appartenir à une entité plus importante que la somme de ses parties, on peut mettre un terme à la balkanisation des Balkans.

La vision européenne de la Serbie est complétée par notre vive volonté de continuer de restaurer et d'approfondir les nombreux liens d'amitié que la Yougoslavie avait noués dans le monde au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Cela sera l'une des priorités absolues de mon pays et de

mon gouvernement pour les années à venir. La Serbie, le plus grand des pays qui ont succédé à l'un des cofondateurs du Mouvement des pays non alignés, s'emploiera sans relâche à contribuer à une communauté mondiale plus équitable, déterminée à promouvoir la démocratisation des relations internationales, le développement économique et social et les droits de l'homme.

Pour finir, je voudrais dire que mon pays reste fermement attaché à la promotion d'une forme plus noble de coopération intergouvernementale qui permettrait de relever réellement les défis, de palier les divisions et de dissiper les tensions. Une telle vision ne peut se fonder que sur la base, solide, des principes universels de l'égalité souveraine, de la solidarité et du droit international dans le cadre des Nations Unies.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Serbie de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Boris Tadić, Président de la République de Serbie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Jakaya Mrisho Kikwete,  
Président de la République-Unie de Tanzanie**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République-Unie de Tanzanie.

*M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Kikwete** (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes salutations et félicitations chaleureuses pour votre élection méritée à la présidence de la soixante-troisième session de cette assemblée.

Au nom de l'Union africaine, de la République-Unie de Tanzanie et en mon nom propre, je tiens à vous assurer de notre appui et de notre collaboration sans réserve pendant toute la durée de votre mandat.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour remercier et féliciter votre prédécesseur, l'Ambassadeur Srgjan Kerim, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session, pour sa direction et l'excellent travail accompli.

Notre illustre Secrétaire général, S. E. Ban Ki-moon, mérite un hommage particulier de notre part pour la manière remarquable dont il s'acquitte de ses hautes responsabilités. Nous apprécions la manière dont il remplit son devoir. Ma délégation et moi-même réaffirmons notre appui à son action remarquable. Son dévouement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à inverser l'impact des changements climatiques et la façon dont il se préoccupe du développement de l'Afrique ont gagné le cœur de beaucoup d'entre nous sur le continent.

Alors que je me tiens devant cette assemblée, en ma double qualité de Président de l'Union africaine et de Président de mon pays, je suis porteur d'un message d'espoir et d'optimisme de la part de l'Afrique. L'Afrique n'est plus le cas désespéré qu'y voient certains. Il y a tant de bonnes choses qui se passent sur le continent. La stabilité politique s'affirme, la paix règne dans pratiquement tous les pays, à l'exception d'un très petit nombre, et l'économie de nombreuses nations est florissante.

L'Afrique est à présent un continent qui embrasse pleinement la démocratie, la bonne gouvernance, l'état de droit et le respect des droits de l'homme. On y observe une détermination plus marquée à guérir la société de ses vices, dont les problèmes de corruption.

La plupart des pays africains ont embrassé la gouvernance démocratique et les élections périodiques régulières sont la norme. Ces deux dernières années, un bon nombre de pays africains ont tenu des élections démocratiques avec succès. C'est une question de principe inscrite dans l'Acte constitutif de l'Union africaine que les dirigeants qui arrivent au pouvoir par des moyens non démocratiques ne sont pas autorisés à prendre part aux activités de l'Union africaine. C'est ce principe qui a poussé l'Union à suspendre la Mauritanie de ses organes jusqu'à ce que la démocratie y soit restaurée.

Cela réchauffe le cœur, à vrai dire, que les Africains, par l'intermédiaire de l'Union africaine et de leurs organisations économiques régionales, soient volontaristes et prennent les devants pour observer les élections et régler les conflits qui ont été déclenchés. Tel a été le cas avec le Kenya et, très récemment, avec

le Zimbabwe. En effet, l'Afrique a mûri. Le vieux principe de non-ingérence dans les affaires intérieures est certainement en train d'être remplacé par celui de non-indifférence aux atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme dans les États Membres.

Il y a aujourd'hui moins de conflits sur le continent que voici quelques années. Cela témoigne du fait que la démocratie et la bonne gouvernance prennent racine et que l'architecture de paix et de sécurité africaine fonctionne. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer les capacités de l'Union africaine en matière d'alerte précoce, de prévention et de règlement des conflits. Il faut également faire de même avec les groupements économiques régionaux pour soutenir leurs efforts de consolidation de la paix.

Je voudrais rendre hommage à l'ONU, à l'Union européenne et aux États et autres institutions du monde qui appuient généreusement le renforcement du jeune mécanisme de paix et de sécurité de l'Union africaine. Je voudrais les appeler tous à maintenir leur appui au mécanisme de l'Union africaine ainsi qu'aux mécanismes régionaux et aux opérations de maintien de la paix en Afrique.

Il y a seulement trois situations de conflit qui méritent d'être citées et discutées dans cette Assemblée aujourd'hui. Elles concernent les conflits au Darfour et en Somalie, ainsi que la situation sécuritaire instable dans la partie orientale de la République démocratique du Congo.

Au Darfour, la crise humanitaire persiste en dépit de signes encourageants d'amélioration. J'estime que la situation serait bien meilleure si tout le contingent de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) était déployé et que les pourparlers de paix entre les rebelles et le Gouvernement soudanais étaient relancés et menés à terme. De même, on constaterait un mieux si les activités humanitaires pouvaient être menées sans encombre et que les questions touchant à la justice étaient traitées avec jugement.

Il est par conséquent nécessaire pour l'ONU, l'Union africaine et le Gouvernement soudanais de continuer à travailler de concert et avec diligence pour lever les obstacles qui empêchent le déploiement de la MINUAD et faire tomber les barrières qui s'opposent au dialogue entre le Gouvernement soudanais et les rebelles, bloquant les opérations humanitaires et le bon fonctionnement de la justice au Darfour.

J'étais au Soudan il y a deux semaines et j'y ai eu des discussions très fructueuses avec S. E. le Président Omar Al-Bashir. J'ai également rencontré des hauts fonctionnaires de la mission de maintien de la paix conjointe ONU-UA au Darfour. Nous avons abordé la situation au Darfour, les obstacles en place et sommes parvenus à un certain accord sur la marche à suivre. J'ai bon espoir que des progrès peuvent être accomplis. Nous devons saisir l'occasion et les possibilités qui s'ouvrent à présent.

L'Union africaine juge que l'inculpation du Président Omar Al-Bashir à ce stade compliquera le déploiement de la MINUAD et la gestion de la crise humanitaire au Darfour. C'est pour cette raison que l'Union africaine estime qu'un report de cette inculpation est la mesure la plus opportune pour le moment.

Je veux être clair au sujet de ce report : nous ne devons en aucun cas être vus comme pardonnant l'injustice. La justice est essentielle. Elle doit être rendue, et il faut qu'elle le soit visiblement. Nous avons simplement le souci d'ordonner les mesures dans le temps de la meilleure façon possible afin que les questions les plus urgentes, qui sont de sauver des vies et d'alléger la souffrance de la population du Darfour, soient gérées en premier. Il est crucial que nous obtenions l'appui et la coopération du Gouvernement soudanais dans la réalisation de tout ce que nous voulons voir accompli au Darfour.

Le conflit en Somalie reste difficile à gérer et à régler. Le dialogue entre les parties n'a pas encore produit les résultats escomptés. Les activités de maintien de la paix de l'Union africaine semblent avoir dépassé leurs moyens. Nous appelons l'Organisation des Nations Unies à entrer en lice et à prendre les responsabilités du maintien de la paix dès que possible, avant que la mission de l'Union africaine ne soit débordée. Le temps est un facteur essentiel. J'en profite pour remercier les Gouvernements éthiopien, ougandais et burundais pour leur précieuse contribution au maintien de la paix en Somalie.

La situation sécuritaire instable qui prévaut dans l'est de la République démocratique du Congo est extrêmement préoccupante. Nous sommes profondément attristés par la poursuite des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles du général Laurent Nkunda. La présence persistante de forces hostiles qui menacent la sécurité des pays

voisins de la République démocratique du Congo est un autre facteur aggravant.

L'Union africaine est déterminée à faire preuve de volontarisme dans la recherche d'une paix durable dans cette région troublée. Nous travaillerons avec les dirigeants régionaux et les Nations Unies en ce sens.

Le 15 septembre, une avancée majeure a été enregistrée dans la crise politique zimbabwéenne lorsque les trois partis politiques au conflit – l'African National Union-Patriotic Front, le Movement for Democratic Change-Tsvangirai et le Movement for Democratic Change-Mutambara – ont signé l'accord historique visant à mettre un terme au conflit et à former un gouvernement d'unité. Les dirigeants de ces trois partis sont désormais engagés dans le processus de mise en œuvre de l'accord. Parvenir à ce stade dans une situation de conflit qui semblait presque impossible à résoudre constitue, en vérité, une réalisation majeure.

Il convient de féliciter le Président Robert Mugabe, le Premier Ministre Morgan Tsvangirai et le Vice-Premier Ministre Arthur Mutambara pour leur sagesse et leurs qualités de dirigeant. Il nous faut également saluer, tout particulièrement, le Président Thabo Mbeki de la République sud-africaine, pour les capacités de direction admirable dont il a fait montre. C'est grâce à sa patience, à sa persévérance et à son intelligence que l'accord a été possible. L'imminence de son départ soudain de la présidence suscite certaines préoccupations quant aux possibles répercussions si des difficultés venaient à se faire jour dans la mise en œuvre de l'accord. Mais je ne vois pas de raison de s'inquiéter. Le Gouvernement sud-africain reste en place et je suis sûr que son nouveau chef continuera de s'occuper de cette question.

De plus, dans la mesure où l'accord est le produit de la décision prise en juillet par l'Union africaine à son sommet de Charm el-Cheikh, l'Union africaine et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) sont prêtes à proposer leur aide si cela s'avérait nécessaire.

L'Afrique vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir inscrit la question de la crise alimentaire et de la crise pétrolière parmi les thèmes de la présente session de l'Assemblée générale. L'actuelle flambée générale des prix des denrées alimentaires et des prix du pétrole atteint des proportions de crise et l'Afrique subsaharienne est la région la plus touchée. C'est aussi là que se trouvent la majorité des pays les moins

avancés de la planète. Leurs factures alimentaire et pétrolière ont subi une croissance exponentielle. Le coût des importations alimentaires a augmenté de plus de 40 % ces 12 derniers mois et les prix du pétrole ont, eux, plus que doublé depuis 2005. La récente baisse des prix du pétrole n'a guère apporté d'amélioration, car ces prix restent malgré tout deux fois plus élevés qu'en 2005.

Les prix élevés des denrées alimentaires et du pétrole menacent d'effriter les maigres acquis tirés de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et de la stabilité macroéconomique prolongée en Afrique. La crise alimentaire et pétrolière, conjuguée avec l'aggravation de la crise financière dans le monde entier, nous donne toutes les raisons d'être inquiets. L'on ne saurait trop insister sur la nécessité d'entreprendre une action globale pour inverser la situation. Nous demandons à la communauté internationale et aux acteurs clefs de l'économie mondiale d'agir rapidement. L'ONU devrait montrer l'exemple.

Hier, l'Assemblée a organisé un événement de haut niveau sur les besoins de l'Afrique en matière de développement. La réunion s'est appuyée sur un rapport d'ensemble du Secrétaire général intitulé « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise en œuvre des divers engagements, défis et perspectives » (A/63/130). Nous nous félicitons de constater que le rapport inclut certaines des recommandations du Groupe de pilotage pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique.

Les conclusions du rapport soulignent le fait que l'Afrique ne peut satisfaire ses besoins en matière de développement sans l'appui de la communauté internationale. De fait, la communauté internationale a réagi de manière favorable et plusieurs engagements de venir en aide à l'Afrique ont été pris au fil des ans dans différentes instances internationales. Malheureusement, ces engagements n'ont pas été pleinement honorés.

Nous exhortons l'Assemblée générale à faire écho à cet appel et à insister auprès des partenaires de développement de l'Afrique sur la nécessité de remplir leurs promesses et de concrétiser leurs engagements. Au moment où nous nous engageons de nouveau à répondre aux besoins de développement de l'Afrique, je demande d'autre part instamment à cette famille que représentent les États Membres des Nations Unies

d'appuyer pleinement la déclaration politique adoptée hier lors de la réunion de haut niveau.

Nous, en Afrique, avons suivi avec une grande attention le processus de réforme de l'ONU actuellement en cours. Nous restons convaincus qu'une réforme de l'ONU serait incomplète sans une réforme du Conseil de sécurité. Dans notre partie du continent, nous avons autorisé nos représentants permanents à New York à entamer des négociations sur la réforme du Conseil de sécurité avec toutes les parties concernées. À ce stade, je dois rappeler la position de l'Union africaine qui revendique deux sièges permanents dotés du droit de veto et deux sièges non permanents. Il convient d'appréhender notre demande à la lumière du fait que l'Afrique est le seul continent à ne pas avoir de siège permanent au Conseil de sécurité, et ce en dépit du grand nombre d'États africains à l'ONU. C'est une véritable anomalie, qui doit être corrigée. La réforme du Conseil de sécurité devrait, par conséquent, prendre cet aspect en considération.

Dans le même temps, les réformes de l'ONU doivent permettre à l'ONU de mieux travailler, d'être plus efficace et de mieux répondre aux défis de notre temps. Nous nous félicitons du travail accompli par l'Assemblée générale durant ses précédentes sessions pour faire progresser la question de la cohésion à l'échelle du système. Ce travail a pour l'heure permis d'avancer les consultations intergouvernementales sur l'initiative « Unis dans l'action », qui repose sur l'idée d'un seul programme, d'un seul budget, d'un seul bureau et d'une direction unique.

La Tanzanie est l'un des huit pays pilotes où est mise en œuvre l'initiative « Unis dans l'action ». Notre expérience jusqu'à présent a montré que cette initiative est réalisable. Elle permet d'améliorer notre contrôle des programmes au niveau national et de renforcer le rôle de l'État dans le processus de développement. Elle permet également d'harmoniser l'assistance fournie par les Nations Unies avec les priorités nationales et de rationaliser les transactions, améliorant ainsi l'efficacité des activités du système. Je demande instamment à l'Assemblée de poursuivre la mise en œuvre de cette réforme importante et j'en appelle à nos partenaires de développement pour qu'ils fournissent les ressources nécessaires.

À la soixantième session de l'Assemblée générale, j'avais donné un aperçu des travaux du Processus d'Helsinki sur la mondialisation et la démocratie, initiative conjointe lancée en 2003 et

coprésidée par la Finlande et la Tanzanie. Le Processus d'Helsinki, qui était une instance visant à faciliter le dialogue entre les parties intéressées sur les possibilités offertes et les difficultés posées par le processus de mondialisation, est aujourd'hui parvenu à son terme. Le principal objectif de cette initiative était de mobiliser la volonté politique à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement. La Présidente finlandaise, M<sup>me</sup> Tarja Halonen, et moi-même, en notre qualité de Coprésidents du Processus, nous réjouissons de remettre au Secrétaire général le rapport final du Processus cette semaine. Nous sommes persuadés que ce rapport donnera un nouvel élan aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour que la volonté politique l'emporte dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. De fait, les institutions internationales souffrent d'un déficit de démocratie.

Avant de terminer, je voudrais mentionner trois choses. Premièrement, je voudrais rappeler à cet organe mondial que la question du Sahara occidental demeure non réglée. Je voudrais lancer humblement un appel au Conseil de sécurité pour qu'il accélère le processus afin que le problème puisse être rapidement résolu, car il n'a que trop duré. La population du Sahara occidental aura alors l'occasion de déterminer son avenir. Elle mérite d'avoir la possibilité de vivre une vie normale au sein d'une nation reconnue comme sienne.

Deuxièmement, nous devrions demeurer saisis de la question palestinienne jusqu'à ce que la solution prévoyant deux États, l'État d'Israël et l'État de Palestine, vivant côte à côte et en harmonie, devienne une réalité.

Troisièmement, il y a un problème dont nous avons discuté lors du dernier sommet de l'Union africaine, à savoir celui de la compétence universelle qu'appliquent certains États européens. Ce problème est devenu aujourd'hui une source de harcèlement pour certains dirigeants africains. Nous en avons longuement discuté lors du sommet et nous avons l'intention de soulever la question auprès de l'ONU afin qu'elle soit dûment examinée.

Je voudrais une fois encore réaffirmer que l'Union africaine et la Tanzanie soutiennent vos efforts, Monsieur le Président, en vue d'atteindre nos objectifs communs durant cette soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Comptez sur notre soutien, appuyez-vous sur notre soutien.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République-Unie de Tanzanie de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Point 8 de l'ordre du jour** (*suite*)

#### **Débat général**

##### **Allocution de M. Didjob Divungi Di Ndinge, Vice-Président de la République gabonaise**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Vice-Président de la République gabonaise.

*M. Didjob Divungi Di Ndinge, Vice-Président de la République gabonaise, est escorté à la tribune.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Didjob Divungi Di Ndinge, Vice-Président de la République gabonaise, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Divungi Di Ndinge** (Gabon) : Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous adresser, au nom de S. E. El Hadj Omar Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, chef de l'État, que j'ai l'honneur de représenter ici, mes sincères félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la soixante-troisième session ordinaire de notre Assemblée générale. Soyez assuré de notre pleine et entière disponibilité à coopérer pour la réussite de votre lourde mission. Il me plaît ensuite de rendre un hommage mérité à votre prédécesseur, S. E. M. Srgjan Kerim, pour le talent et le dévouement dont il a su faire montre dans la conduite de nos travaux tout au long de la soixante-deuxième session. Enfin, à S. E. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, j'adresse tous mes encouragements dans l'exercice de ses hautes fonctions à la tête de notre Organisation.

La crise alimentaire qui sévit actuellement se caractérise par la hausse des prix des denrées alimentaires. Cette crise résulte de causes à la fois structurelles et conjoncturelles. En effet, la prédominance des cultures bioénergétiques sur les cultures vivrières, ainsi que l'application de politiques commerciales s'appuyant sur les subventions et les restrictions des exportations ont un impact désastreux

sur la sécurité alimentaire. Les émeutes de la faim du second semestre de 2008, qui se sont manifestées dans le monde et plus particulièrement en Afrique, en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires, sont le reflet d'une crise majeure et l'expression des difficultés accrues que rencontrent des centaines de millions de personnes pour se nourrir.

Faut-il le redire après M. Boutros Boutros-Ghali s'exprimant à la trentième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en novembre 1999, je cite : « La faim est aussi insupportable que la guerre ». Il est par conséquent urgent d'apporter une réponse durable à la crise alimentaire en mettant en œuvre une action collective au niveau mondial pour l'enrayer et assurer à nos populations les plus vulnérables la sécurité alimentaire.

C'est le lieu de saluer l'adoption de la Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, le 5 juin 2008, par les chefs d'État et de gouvernement réunis à Rome. De même, au niveau régional, nous saluons les conclusions de la concertation régionale sur la crise alimentaire organisée le 29 juillet 2008 à Kinshasa, sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Sur le plan continental, nous appelons également à la mise en œuvre effective de la Déclaration de Maputo de juillet 2003 définissant le cadre pour l'accélération du développement agricole et de la sécurité alimentaire, ainsi que celle d'Abuja de 2006, prônant la révolution verte en Afrique; et plus récemment encore, la Déclaration de Charm el-Cheikh sur les défis de la hausse des prix des produits alimentaires et le développement de l'agriculture.

C'est dans cette dynamique que le Gabon, à l'instar des autres pays du Sud frappés par cette crise, a pris des mesures fiscales et budgétaires urgentes assorties de la suspension, pour une période de six mois, des droits et taxes à l'importation des produits de consommation courante, ainsi que de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée pour les mêmes produits, occasionnant ainsi une perte substantielle au niveau du budget de l'État.

De même, dans une perspective à moyen et à long terme, le Gabon s'attelle, avec le concours des partenaires internationaux, la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), notamment, à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, ainsi que du programme

spécial sur la sécurité alimentaire. Ce dernier intègre les aspects liés à la gestion de l'eau, à l'intensification de la production végétale, à la diversification et à l'augmentation des productions agricoles. Nous sommes disposés à aller plus loin, car il nous faut éloigner durablement le spectre de la faim et de la malnutrition. La réalisation de l'objectif 1 des objectifs du Millénaire pour le développement en dépend.

Par ailleurs, cette crise alimentaire pose le problème du rôle et de la place de l'agriculture dans nos économies, et plutôt que de nous en émouvoir outre mesure, elle devrait nous conduire à repenser ce secteur pour en accroître la contribution au développement de nos pays.

Le défi de l'alimentation d'une planète en pleine croissance démographique est intimement lié à la question environnementale et aux changements climatiques. La dégradation de l'environnement marquée par la détérioration des ressources naturelles, telles que la raréfaction de la ressource en eau, l'augmentation des surfaces arides, la déforestation, conséquences du réchauffement climatique, sont autant d'éléments qui empêchent l'augmentation de la production agricole susceptible de contribuer à la résolution durable de la crise alimentaire. Il nous faut donc tout mettre en œuvre pour réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre.

C'est en cela que mon pays se félicite de la feuille de route des négociations adoptée à Bali, à l'issue de la treizième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Celle-ci constitue une étape importante en vue de l'élaboration d'une suite au Protocole de Kyoto, dont l'échéance est prévue en 2012. C'est aussi le lieu de saluer les récents efforts énoncés par les pays industrialisés lors du Sommet du Groupe des Huit (G-8) tenu à Hokkaido, au Japon, en juillet 2008, au cours duquel ils ont une fois de plus réaffirmé leur volonté de réduire de moitié leur émission de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Pour sa part, le Gabon, mon pays, dont la forêt est l'une des composantes de l'important bassin du Congo, deuxième poumon écologique de la planète après l'Amazonie, a adhéré sans réserve aux différentes conventions relatives à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de la biodiversité. Il a en effet décidé d'assumer sa part de coresponsabilité en consacrant 11 % de son territoire à l'humanité avec, entre autres, la création de 13 parcs nationaux. Naturellement, ces différents efforts en appellent

d'autres, notamment l'entrée de nos forêts dans les mécanismes de marché du carbone et l'octroi aux pays africains de mesures compensatrices de la part des pays industrialisés, principaux émetteurs de dioxyde de carbone.

Les pays en développement ont besoin du soutien permanent et conséquent de la communauté internationale pour relever les nouveaux défis auxquels ils font face. Il paraît donc urgent pour tous les partenaires de développement d'honorer leurs promesses, notamment le doublement de l'aide publique au développement, l'introduction de méthodes novatrices en matière de financement du développement et l'annulation de la dette, dont le poids compromet nos efforts de développement.

Cet appel porte aussi sur les différentes contraintes qui pèsent sur les pays en développement particulièrement, l'impact de la pandémie du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies infectieuses sur leurs populations et leurs économies. En effet, s'agissant du VIH/sida, les différents efforts menés par les pays africains pour permettre l'accès universel à la prévention, aux soins, aux traitements d'ici à 2010, ne paraissent pas suffisants pour éradiquer ce fléau des temps modernes.

L'interdépendance des menaces auxquelles la communauté internationale fait face met en exergue aujourd'hui, encore plus qu'hier, la nécessité d'insuffler un nouvel élan aux efforts en faveur de la solidarité, de la paix et de la sécurité internationales. Dans plusieurs régions du monde, les tensions et les crises profondes entretiennent l'instabilité et l'insécurité, inhibant ainsi toute possibilité de développement.

Évoquant particulièrement le conflit israélo-palestinien, nous ne le dirons jamais assez, seuls des efforts concertés et suivis, fondés sur le principe de deux États, Israël et la Palestine, coexistant dans la paix et la sécurité, à l'intérieur des frontières sûres et internationalement reconnues, peuvent permettre un règlement définitif, juste et équitable de ce conflit.

En Afrique aussi, de nombreux foyers de tensions demeurent préoccupants. C'est le cas de la Somalie où l'instabilité qui y prévaut compromet depuis plus d'une quinzaine d'années toute amorce de développement. Toutefois, il faut se féliciter des récents efforts accomplis dans la promotion d'un processus politique ouvert à tous dans ce pays, en particulier la conclusion d'un Accord signé le 9 juin 2008 à Djibouti entre le

Gouvernement fédéral de transition et l'Alliance pour la relibération de la Somalie, sous les auspices des Nations Unies et avec l'appui de l'Union Africaine. Il est souhaitable que cet événement, qui constitue une véritable chance vers une solution définitive de ce conflit, conduise au déploiement d'une opération de maintien de la paix de l'ONU à même de sortir le pays du chaos dans lequel il est plongé depuis 1990.

La situation sécuritaire générale au Darfour constitue, elle aussi, une source de préoccupation majeure pour la communauté internationale. Il faut cependant, saluer et encourager les efforts opiniâtres consentis par la médiation conjointe Union africaine-Nations Unies dans la conduite d'un processus inclusif qui mènerait au règlement du conflit que connaît le Darfour depuis quelques années.

La situation entre le Tchad et le Soudan, quant à elle, suscite de réels espoirs caractérisés par la reprise du dialogue entamé entre les deux États, dans le cadre des différents accords qu'ils ont signés, notamment, l'Accord de Dakar du 13 mars 2008.

S'agissant de la situation en République centrafricaine, nous ne pouvons que nous féliciter des avancées significatives enregistrées dans le cadre des préparatifs du dialogue politique inclusif depuis la première réunion du Comité de suivi des pourparlers de paix, et nous invitons les Nations Unies et les partenaires internationaux à s'engager encore davantage dans la reconstruction de ce pays frère.

S'agissant enfin de la Côte d'Ivoire, le Gabon se réjouit des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou et de ses accords complémentaires. Nous lançons un appel aux différents partenaires de ce pays frère pour qu'ils l'accompagnent dans ses efforts.

Les multiples défis que nous venons d'évoquer ne pourront être relevés qu'à l'issue d'une action collective au niveau mondial. C'est pour cette raison que les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu dans la Déclaration du Millénaire et réaffirmé dans le

Document final du Sommet mondial de 2005 la nécessité de renforcer l'Organisation des Nations Unies afin d'en faire un instrument qui leur permette de mieux réaliser ses objectifs prioritaires. C'est pourquoi mon pays se réjouit de ce que, depuis le Sommet mondial de 2005, une majeure partie des recommandations importantes du Document final aient été mises en œuvre dans le cadre du processus de la réforme des Nations Unies. La création de deux organes importants, la Commission de consolidation de la paix et le Conseil des droits de l'homme, opérationnels, depuis juin 2006, en est la parfaite illustration.

Confortés par ces avancées majeures, nous devons encore poursuivre nos efforts, au cours des prochaines sessions, pour parachever le processus des réformes. Il nous faudra, par exemple, mener à terme la revitalisation de l'Assemblée générale, organe délibérant le plus représentatif de l'ONU. De même, la cohérence de l'action des organismes des Nations Unies mérite d'être renforcée. À cet égard, je voudrais saluer ici l'initiative « Unis dans l'Action » qui a permis d'enregistrer des résultats encourageants dans des pays pilotes.

Concernant la réforme du Conseil de sécurité, il faut se féliciter des efforts inlassables entrepris par les différents présidents de l'Assemblée générale qui ont permis de faire aboutir le processus des consultations devant conduire à l'ouverture des négociations intergouvernementales au plus tard le 31 janvier 2009. La construction d'un monde plus juste et plus sûr qui réponde aux aspirations profondes de nos peuples en dépend.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Vice-Président de la République gabonaise de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Didjob Divungi Di Ndinge, Vice-Président de la République gabonaise, est escorté de la tribune.*

*La séance est levée à 13 h 25.*